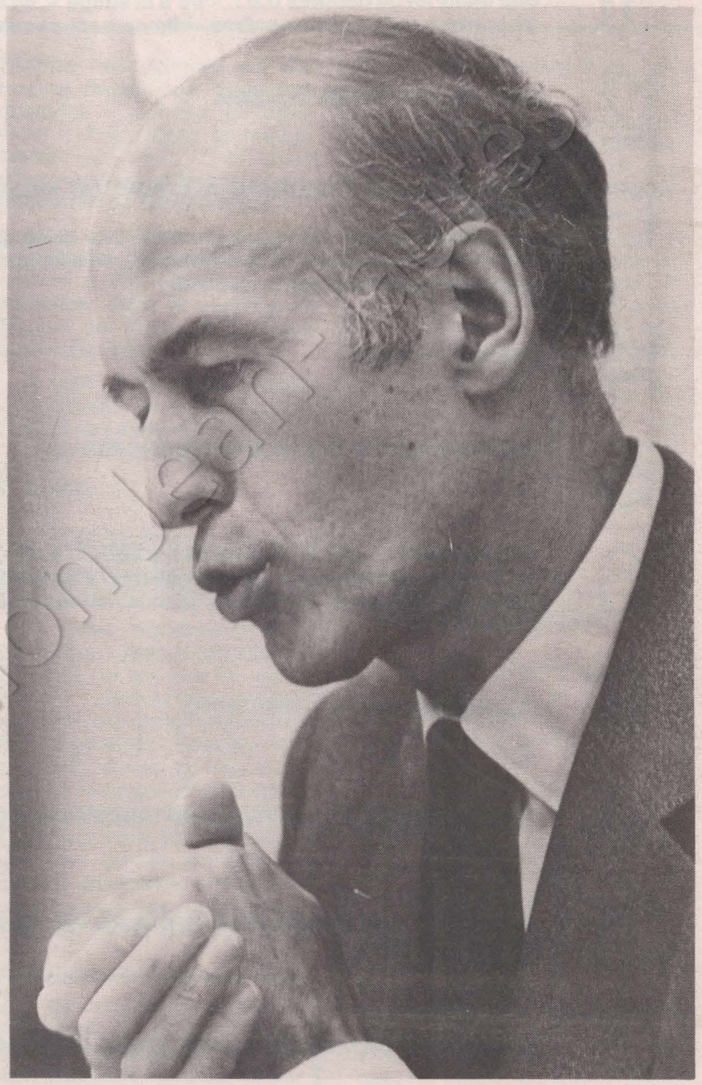
L'unité

N° 110 - 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 10 au 16 Mai 1974





FACE A FACE

Face à face à la télévision, face à face devant le pays tout entier, François Miterrand et Valéry Giscard d'Estaing engagent la partie décisive de l'élection présidentielle avec, si l'on en croit les indications fournies par les sondages, des chances à peu près équivalentes de succès. Les résultats du premier tour, en plaçant le candidat de la gauche dans la même position que le général de Gaulle en 1965 et que Georges Pompidou en 1969, lui donnent en tout cas les atouts favorables pour l'emporter le 19 mai.

Ces résultats mesurent en même temps tout ce qui a changé dans la vie politique française en quelques semaines. La majorité reconduite il y a un an, après déjà quinze années de pouvoir, a brusquement éclaté et le parti dominant de cette majorité, celui qui pendant la même période a occupé en force l'appareil de l'Etat, se retrouve avec à peine 15 % des suffrages. Tandis que son partenaire à qui il disputait chichement les places fait une percée spectaculaire. Les personnalités respectives de Chaban-Delmas et de Giscard d'Estaing, la façon dont ils ont conduit leur campagne sont pour beaucoup dans ce renversement. Il reste que pour l'U.d.r. l'heure de vérité a sonné comme elle avait sonné il y a douze ans pour le R.p.f. : Giscard a remplacé Pinay.

On dira que le gaullisme n'est pas mort de la disparition du R.p.f. et qu'il survivra à la débandade que l'on constate aujourd'hui dans les rangs de l'U.d.r. Sans doute ! Le

CLAUDE ESTIER

→

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Sommaire

3 FAIRE PENCHER LA BALANCE, PAR ANTOINE VIOLET.

4 UNE GAUCHE RENFORCEE, PAR GUY PERRIMOND.

10 CHANGER LA VIE POLITIQUE.

11 U.D.R. : « A LA SOUPE... », PAR SERGE RICHARD.
Une majorité de députés U.d.r. « ira à la soupe », du bout des dents certes, mais elle ira. Quant aux autres, « ils ne sont pas de ce genre-là ».

12 GISCARD JUGE PAR CHABAN.

13 PATRONAT : LA CALOMNIE A COUPS DE MILLIONS, PAR NICOLAS BRIMO.
La calomnie coûte cher. Pour alimenter leur campagne d'insanités contre Mitterrand, les patrons ne lésinent pas, mais ils aiment l'anonymat. L'ennui, c'est qu'on finit par tout savoir.

14 PREUVE EN MAIN.

15 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.

16 ATLANTISME : GISCARD DE WALL STREET, PAR CLAUDE FUZIER.
11 années d'allégeance au capitalisme américain suffisent à démolir l'image de défenseur de l'indépendance nationale que Giscard voudrait se donner.

18 CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.

19 SICCO MANSHOLT : « JE FAIS CONFIANCE A FRANÇOIS MITTERRAND ».

21 SYNDICATS : LA DYNAMIQUE UNITAIRE EN MARCHE, PAR MICHELE BACKMANN.

23 ALLEMAGNE DE L'OUEST : LA RETRAITE DE BRANDT.

24 PORTUGAL : LISBONNE LA ROUGE, PAR MAURICE FABIEN.
Dans Lisbonne, rouge des millions d'œillets de la liberté, les Portugais veulent rattraper 50 ans de retard. Peut-être même prendront-ils de l'avance...

27 LE SALUT DE MARIO SOARES AUX SOCIALISTES FRANÇAIS.

28 UN CHOIX CULTUREL, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.
Pour éviter la loi du marché, il faut faire de la culture un véritable service public au même titre que l'école ou les transports.

31 CHANGER LA VIE CULTURELLE.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 5, 6, 10) Barrigues (pages 12, 17, 31) Jean-Pierre Coureuil (pages 3, 7, 8, 9, 13) Jean-Pierre Defail (page 4) Huper (page 5) Jean-François (page 15) Elie Kagan (page 1) Keystone (page 23) Yves Lorant (page 21) Pascal Lebrun (pages 1, 11, 13) Christian Poulain (pages 25) Teich (page 32).

→

gaullisme appartient à l'Histoire, même si sa traduction politique ne s'est pas toujours située ces dernières années en droite ligne de cette Histoire. Mais comment ceux qui se réclament de ce qui est moins une doctrine qu'un état d'esprit pourraient-ils se retrouver derrière l'homme qui provoqua le départ de De Gaulle en 1969, qui est directement soutenu par le grand patronat hostile à toute évolution sociale, qui est lié à la droite la plus réactionnaire et à l'extrême-droite vichyste et O.a.s., qui symbolise un retour à l'atlantisme que renforce la présence à ses côtés de Jean Lecanuet ? A quoi s'ajoutent une somme de contradictions qui viennent autant du fait qu'il est difficile de se faire passer pour un libéral en acceptant d'intégrer dans son programme celui de Jean Royer que de l'obligation de faire campagne sous la houlette de Pierre Messmer quand on cherche à se présenter comme l'homme du changement.

Pendant la campagne du premier tour, Giscard d'Estaing a réussi à donner de lui-même une image trompeuse mais cohérente. Cette image brusquement se brouille et ce phénomène, en raison du caractère hétéroclite des suffrages dont il a besoin pour l'emporter, ne peut que s'accentuer d'ici le 19 mai.

L'image de François Mitterrand, dont chacun convient qu'il a mené depuis le premier jour une campagne exemplaire, sort, au contraire, renforcée des résultats du premier tour. Les onze millions de Françaises et de Français qui lui ont déjà fait confiance constituent un bloc parfaitement homogène, une caution inaltérable contre laquelle viennent et viendront encore se briser les basses manœuvres du candidat de la droite.

François Mitterrand est écouté aujourd'hui par un grand nombre de ceux qui sans avoir jamais appartenu à la gauche, au sens le plus large du mot, sont plus proches des valeurs assumées par celles-ci que de celles que l'on met en avant dans l'autre camp. Ils sentent, même si c'est encore parfois confusément, que celui qui a la confiance de la grande masse des travailleurs est mieux placé pour garantir la paix sociale et l'avenir français que celui qui s'appuie d'abord sur les forces de l'argent. Et, à partir de là, que si un changement est nécessaire — le scrutin du 5 mai le souligne bien — il ne peut venir des hommes qui sont précisément les responsables de la situation actuelle. Que l'on regarde bien ceux qui sont aujourd'hui autour de Giscard. Ce sont bien les mêmes, jusqu'à ce Premier ministre dont on avait presque oublié le nom et qui soudain retrouve vigueur au soir du 5 mai, pensant peut-être que Giscard, s'il est élu, lui confiera le soin de former un gouvernement Messmer IV !

Le vrai changement auquel aspirent la grande majorité des Français est devenu possible avec la gauche rassemblée qui ne cherche nulle revanche et n'exclut personne. Il est même, ce changement, à portée de la main. Que tous ceux qui en sont déjà convaincus, entreprennent de convaincre ceux qui hésitent encore, abusés qu'ils ont été pendant si longtemps par une propagande mensongère. La victoire est à ce prix. Mais elle est là, toute proche. C'est, dans les neuf jours qui restent, l'affaire de chacun.

C.E.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

POUR FAIRE PENCHER LA BALANCE

« J'aborde ce deuxième tour avec le sentiment que la victoire est à portée de la main... »

C'est avec la conviction qu'il va l'emporter le 19 mai que François Mitterrand a engagé dès lundi la deuxième manche de la bataille présidentielle. Après avoir gagné la première. Car, sur ce point, aucun doute n'est possible même si ceux qui s'étaient fondés sur le dernier sondage ont éprouvé dimanche soir une légère déception. Les 11 millions de voix que le candidat de la gauche a groupées le 5 mai sur son nom le placent exactement au même niveau que le général de Gaulle en décembre 1965 et que Georges Pompidou en juin 1969. Avec un pourcentage équivalent et même sensiblement plus de voix, en raison de l'augmentation du nombre des électeurs inscrits, François Mitterrand est donc effectivement dans la position favorable pour gagner.

Retrouvant les journalistes dès lundi matin, après avoir rapidement analysé les résultats devant une carte des départements affichée dans son bureau de la Tour Montparnasse, il a montré d'emblée qu'il avait le moral : « J'aborde ce deuxième tour, a-t-il dit, avec le sentiment que la victoire est à portée de la main pour beaucoup de raisons dont la première est celle-ci : l'ensemble des forces qui se sont rassemblées derrière ma candidature, l'ensemble des électeurs qui viennent de l'approuver, forment un bloc auquel s'ajouteront ceux qui refusent la démission nationale, l'oppression sociale et la domination des forces internationales de l'argent. J'ai devant moi des forces éparses que l'autre candidat ne pourra réunir qu'à force de reniements et de contradictions. La nature même de ces deux groupes de suffrages marque toute la différence. »

Les 11 millions de voix obtenues par lui-même, plus celles des deux candidats de l'extrême-gauche et sans doute la plus grande partie de celles qui se sont portées sur le professeur Dumont, constituent, en effet, une base solide qui avoisine les 47 %. La distance qui reste à franchir pour atteindre la majorité absolue n'est certes pas négligeable mais elle ne représente, sur 25 millions de votants, que 800 000 voix à gagner. Alors que Valéry Giscard d'Estaing pour dépasser les 50 % fatidiques, ne doit pas perdre plus de 1,5 % (soit au maximum 400 000) sur le total de ses propres voix et de celles, réunies, de Chaban-Delmas, de Royer et de Le Pen. Le moins qu'on puisse dire est que la tâche est ardue !

D'autant que la déperdition jouera forcément à deux niveaux. Manqueront d'une part les électeurs qui se reconnaîtront dans les appels à voter pour Mitterrand que lancent depuis lundi quelques grands noms du gaullisme dont deux anciens ministres du général de Gaulle, Jean-Marcel Jeanneney et Edgard Pisani, et plusieurs anciens dirigeants de la Résistance, comme Jacques Debu-Bridel, Roland Terrier ou Philippe Viannay qui a écrit mardi, dans « France-Soir », qu'ayant choisi Chaban il reportait ses espoirs sur Mitterrand.

Manqueront aussi tous ceux — et divers signes indiquent qu'ils peuvent être plusieurs centaines de milliers — qui sans aller jusqu'à voter pour le candidat de la gauche se refusent à donner leur voix à celui de la droite. La froideur à l'égard de ce dernier d'un certain nombre de députés U.d.r. qui s'étaient engagés derrière Chaban-Delmas en dit long à ce sujet.

Des relais efficaces

François Mitterrand n'entend donc pas modifier les grands thèmes sur lesquels, dès le premier jour, il a axé sa campagne et sur lesquels aussi bien les secrétaires nationaux du P.s. que Robert Fabre, Georges Marchais, Pierre Mendès France et Michel Rocard lui ont aussitôt confirmé leur accord. Ainsi, dès lundi, il a rappelé qu'il est le seul, de par la nature du rassemblement qui s'est opéré autour de lui, à pouvoir éviter que la France se trouve coupée en deux ; que si les Français se sont prononcés pour le changement, il ne saurait y avoir de changement si l'on ne change pas les hommes ; que la confiance des travailleurs, dont seul il dispose, est indispensable à l'accomplissement de la concorde sociale ; qu'enfin l'indépendance nationale n'est pas assurée quand le franc se dévalorise chaque jour, quand le patrimoine économique français est vendu au capitalisme international.

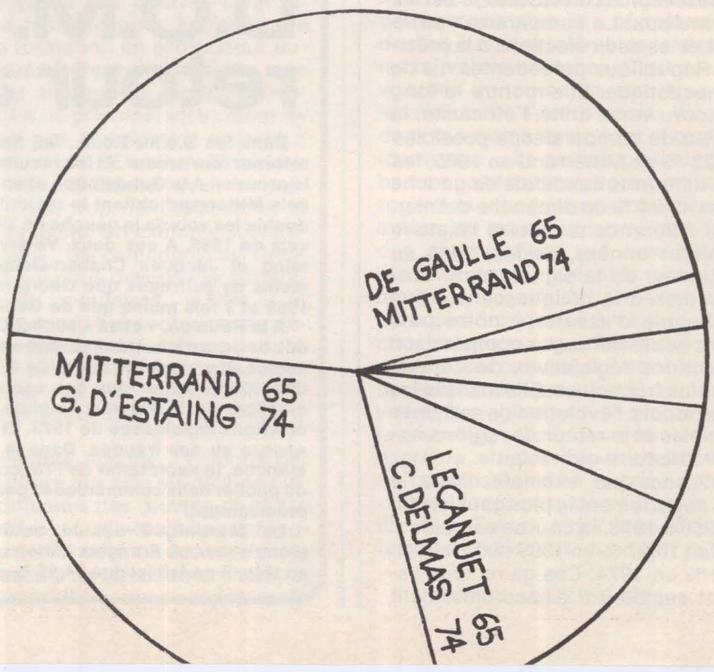
Les thèmes restant les mêmes, le style de la campagne change nécessairement. D'une part, parce que deux candidats seulement restant en présence, l'aspect « face à face » audio-visuel prend une importance décisive, qu'il s'agisse du débat direct comme ce vendredi soir à la Télévision ou d'émissions spéciales à France-Inter, Europe 1 ou R.t.l. où François Mitterrand et Giscard d'Estaing se succèdent à 24 heures d'intervalle. D'autre part, parce que le problème est désormais moins de rassembler des foules dans les grandes villes (50 000 à Toulouse vendredi dernier) que de convaincre personnellement les électeurs réticents ou simplement hésitants. Moins de meetings donc qu'avant le premier tour (le plus important aura lieu mercredi prochain à Marseille), mais, en revanche, mobilisation générale de tous les parlementaires, élus locaux et militants des partis de gauche qui constituent autant de relais efficaces pour toucher directement la population. La réunion de tous les députés, sénateurs, délégués départementaux, secrétaires fédéraux du P.s. mardi après-midi a marqué le début de cette mobilisation. Qui s'est mise en place d'autant plus vite que tous les assistants ont été frappés par le tonus du candidat.

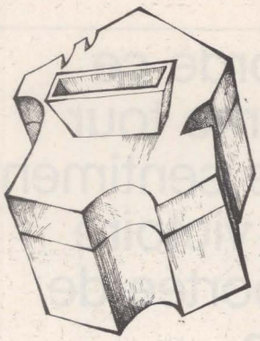
Sur le plan matériel les bases de la campagne se trouvent d'ailleurs considérablement élargies puisque les 7 organisations qui soutiennent la candidature de François Mitterrand (P.s. - P.c.f. - Radicaux de gauche - P.s.u. - C.g.t. - C.f.d.t. - Fen) y participent désormais ensemble.

C'est donc un formidable mouvement populaire, assuré des 11 millions de suffrages déjà acquis, qui s'est mis en marche cette semaine. Avec la volonté d'être présent partout, de répondre à toutes les attaques de l'adversaire, de faire connaître à tous le vrai visage de Giscard d'Estaing, de populariser les thèmes et les propositions concrètes de François Mitterrand.

Et de développer ainsi la dynamique irrésistible qui, le 19 mai, fera pencher la balance dont le premier sondage d'après le premier tour a simplement montré qu'elle restait indécise.

ANTOINE VIOLET





LA GAUCHE RENFORCEE

« La gauche n'a pas encore gagné « sa guerre » ; mais elle a déjà remporté une drôle de victoire ». Dimanche 5 mai, 20 heures. Pour les militants et les électeurs de gauche embusqués autour des postes de radio ou de télé, les 43,5 % annoncés par les divers instituts de sondage ont, tout d'abord, semblé injustes. Et pourtant... Derrière l'apparente stabilité des pourcentages un double succès se dessine. Non seulement la gauche législative est devenue une gauche présidentielle, mais elle sort de la campagne du premier tour modifiée. Et, surtout, renforcée.

Dimanche dernier François Mitterrand a obtenu 11 045 936 suffrages. Soit 3 387 184 voix de plus qu'en 1965. Et 459 684 voix de plus que n'avaient engrangées le 5 mars 1973 les partis signataires du programme commun et le P.s.u. L'adéquation de la gauche municipale, cantonale, législative et de la gauche présidentielle est totale. Aujourd'hui cela semble évident. Mais c'est la première fois que le phénomène est constaté et la première fois que la droite n'utilise pas comme argument l'impossibilité pour un homme de gauche d'assumer les fonctions de président de la République. Le 5 mai, ceux à qui la droite reconnaissait — lorsqu'elle ne pouvait pas faire autrement — des qualités de « gestionnaires » à l'échelle du village, de la ville, ou d'une circonscription, ont montré que l'un d'entre eux, leur candidat, était digne de la plus haute charge de l'Etat. Première preuve d'une gauche n'ayant plus peur d'elle-même, d'une gauche prête à prendre en charge l'avenir, cette adéquation est révélatrice d'un profond changement de mentalité.

Le long chemin parcouru

Analyser des résultats électoraux, c'est les comparer entre eux. La comparaison entre le 5 mai 1974 et les deux élections à la présidence de la République précédentes n'a de valeur qu'anecdotique. Elle montre le long chemin parcouru vers l'unité, l'efficacité, la crédibilité. Peu de comparaisons possibles entre les 32,23 % de Mitterrand en 1965, les 31,31 % des différents candidats de gauche en 1969 et les 43,24 % de dimanche dernier. Les 11 % de différence racontent l'histoire de ces dernières années, de Mai 1968 au congrès d'Epinay, de la signature du programme commun à la déliquescence d'un Pouvoir incapable d'assurer à notre pays les mutations nécessaires. La comparaison avec les élections législatives de l'année dernière est plus fructueuse. Elle marque les progrès et les reculs, l'évolution de certaines couches sociales et le retour de régions entières dans « l'Histoire qui se fait ».

Comme l'Alsace par exemple. Dans le Bas-Rhin, le département le plus gaulliste de France de 1958 à 1973, la courbe est raide : la gauche y fait 10,27 % en 1965 ; 20,79 % en 1973 ; 31,02 % en 1974. Ces gains dus essentiellement, semble-t-il, à l'accroissement de l'électorat P.s. sont surtout sensibles dans la banlieue strasbourgeoise — Mitterrand obtient la majorité absolue à Bischeim, une localité ouvrière — et dans certaines circonscriptions rurales : à Wissembourg, la gauche a doublé ses voix. Dans le Haut-Rhin (plus 6,86 % par rapport à 1973), c'est dans les grandes villes, Colmar, Mulhouse, et dans les cités ouvrières que la gauche accroît son score : elle obtient la majorité absolue à Wittelsheim (mines de potasse) et se retrouve en tête à Cernay (industrie textile). L'Est fut souvent, dans l'Histoire, en retard d'une époque. Fidèle, ce pays s'accroche aux souvenirs et fait durer l'épopée. Pourtant tout a une fin. Et, signe des temps, lorsqu'il « bascule », c'est le P.s. qui recueille, pour l'essentiel, les suffrages des électeurs se libérant du poids du passé.



Opération de dépouillement dans un bureau de Bobigny.

Tout comme l'Alsace et la Lorraine, la Bretagne, elle aussi, a confirmé l'évolution mesurée en mars 1973 par l'élection de 3 députés. Dans les Côtes-du-Nord en particulier — où Mitterrand arrive en tête avec 45,17 % des voix — un chiffre montre à quel point la politisation de l'Ouest est importante : 12,8 % d'abstentions, le taux le plus bas depuis 1945. Le mariage du goupillon et de la rose dont certains se gaussaient s'est donc révélé solide... Il prouve que les gains de 1973

D.O.M.-T.O.M. : retour à la gauche

Dans les D.o.m.-T.o.m., les fraudeurs ont dû refréner leur ardeur. Et les résultats sont là pour le prouver. A la Guadeloupe et en Guyane, François Mitterrand obtient la majorité absolue, il y double les voix de la gauche en 1969 et triple ses voix de 1965. A eux deux, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas recueillent moins de suffrages que Georges Pompidou en 1969 et 3 fois moins que de Gaulle en 1965.

A la Réunion, « chez » Michel Debré, le candidat de la gauche réalise une véritable performance. Il y atteint le score de 47,80 %, c'est-à-dire 10 fois mieux que son score de 1965, et il améliore de 10 000 voix celui de la gauche aux élections législatives de 1973. Et pourtant, il y a encore eu des fraudes. Dans la journée de dimanche, le secrétariat de François Mitterrand a dû publier deux communiqués pour les dénoncer précisément.

La Martinique est le seul département d'outre-mer où François Mitterrand ne soit pas en tête. Il ne fait ici que 34,91 % des voix contre 48,04 % à Chaban-Delmas. Par contre, ce score confirme celui que la gauche y obtenait aux législatives de mars 1973.

Dans les territoires d'outre-mer, qui représentent 300 000 électeurs, François Mitterrand arrive en tête en Nouvelle-Calédonie (42,52 %) et il obtient la majorité absolue en Polynésie : 56,26 %. Et partout il multiplie considérablement les scores de la gauche obtenus aux élections de 1965, 1969 et 1973.

Ces résultats sont tout à fait encourageants. Surtout si on les compare à ceux des présidentielles de 1969 : Georges Pompidou obtenait 82 %, 84 % et 91 % dans ces hauts lieux de la fraude électorale qu'étaient la Réunion, Djibouti, les Comores. Pour parvenir à cela, il a fallu la vigilance de tous les militants de gauche des D.o.m.-T.o.m., l'envoi d'une dizaine d'« envoyés spéciaux » de François Mitterrand et les décisions courageuses du président de la République par intérim, Alain Poher. Ce score prouve que ces efforts commencent à payer.



Débat à la télévision avec Georges Marchais, Alexandre Sanguinetti, Jean Lecanuet et Pierre Mauroy.



Pierre Mendès France.



Michel Rocard.



Arlette Laguiller.

n'étaient pas dus à des votes de mécontentement. Mais l'expression d'une recherche, la création, le renforcement d'une force politique proposant aux Français à la fois un projet de société différent et une pratique militante adaptée aux diverses conditions de notre pays.

Le début d'un mouvement

Ces régions aux succès spectaculaires en pourcentages ne doivent pas faire oublier que la gauche a aussi des « gros bataillons ». Et que ses progrès ne doivent pas être limités dans l'espace à quelques régions. Tout d'abord il y a la périphérie des villes. Sauf cas particuliers, analysables en fonction d'une personnalité, du passé, il y a dans les cités satellites des villes, grandes ou moyennes, un progrès général. L'électorat de gauche, malgré ses gains dans d'autres couches sociales, s'ancre d'abord chez les salariés. On le sait pour l'électorat communiste ou pour l'électorat socialiste des « places fortes », le Nord par exemple. Mais cela est vrai dans les villes nouvelles, ou dans celles de régions où la gauche pénètre : l'exemple de Caen est révélateur. Le vote de dimanche a confirmé et amplifié l'élection de Louis Mexandeau de mars dernier. Dans ce département du Calvados, les gains sont « visibles » non seulement chez les métallos de la banlieue, mais aussi parmi les cols blancs du centre de la ville. Et chez les paysans.

Déjà les indications de vote montraient que la paysannerie était traversée de courants significatifs. Petits éleveurs, petits exploitants indiquaient ne pas être insensibles aux idées proposées par la gauche. La « peur du kollhoze » reculait ; le sérieux — et la cohérence — des propositions faites par Mitterrand lors de sa conférence de presse allait porter ses fruits. Dans l'ensemble de la campagne française un mouvement a commencé dont l'importance n'a pas encore été bien perçue. Ni mesurée. Il laisse prévoir la réconciliation de la paysannerie et de la classe ouvrière ; la fin du monopole de la bourgeoisie sur la campagne. A terme d'est la carte électorale de la France qui sera à redessiner... Car c'est la première fois depuis fort longtemps qu'une paysannerie en lutte rencontre une force politique de gauche en qui elle puisse se reconnaître. Jusqu'à présent, trop souvent, les paysans qui menaient des luttes syndicales fort rudes se retrouvaient au moment du vote à venir conforter ceux qui les exploitaient. Les résultats du 5 mai prouvent que là aussi les temps changent.

Mais ce mouvement positif ne va pas sans tendances contradictoires. Les gains recensés ne doivent pas cacher les pertes. La gauche en a. Elles peuvent être mesurées sur le plan départemental : dans 21 départements, Mitterrand ne fait pas le total des voix de gauche et du P.s.u. de mars 1973. Il en manque 183 714. Que dans de nombreux cas les voix du P.s.u. ne se soient pas toutes reportées sur Mitterrand est évident. Dans la région parisienne une bonne partie des organisations du P.s.u. était hostile au soutien apporté au candidat unique. Et elles n'ont pas manqué de le dire. Mais, même en tenant compte des voix d'extrême gauche, il reste 8 départements où les résultats sont inférieurs à ceux de 1973 : la Seine-Saint-Denis, les Alpes de Haute-Provence, les Bouches-du-Rhône, le Gard, l'Indre-et-Loire, le Nord, le Pas-de-Calais, les Pyrénées orientales.

Les mécanismes ayant causé ces pertes sont multiples. Pour le Languedoc et la Provence par exemple, il n'est pas exclu que l'on assiste dans ces régions à un phénomène mesuré depuis plusieurs années dans le Sud-Ouest. Une frange de l'électorat de gauche glissant vers la majorité, ayant retrouvé en elle le protecteur et l'intercesseur envers le pouvoir central dont elle a besoin. On ne pratique pas impunément une « politique de clientèle » .

Dans les « banlieues rouges », il semble évident qu'une part de l'électorat communiste a été attirée par l'extrême gauche : l'absence d'un candidat communiste comme le langage — chargé de souvenirs — d'Arlette Laguiller ont pu jouer dans ce sens. Mais l'analyse des votes dans les 176 circonscriptions ayant été élu en 1973 un député de gauche montre que les phénomènes sont plus complexes. La gauche

→

LA GAUCHE RENFORCEE



François Mitterrand pendant sa conférence de presse.

dans ces 176 cas obtenait en moyenne 53 % des voix. Dimanche elle en a obtenu 50,2 %. Cette perte « moyenne » permet de mesurer les reculs relatifs selon l'appartenance politique des députés. Dans le cas des députés communistes — 73 circonscriptions — la « perte » est de 2,9 % (54,9 % de moyenne en 1973 contre 52 % en 1974). Pour les élus socialistes la perte est de 3,1 % (52,2 contre 49,1 %). Si l'on tient compte des résultats de l'extrême gauche les pertes sont équivalentes : 3 % dans le cas d'élus communistes, 3,1 % dans le cas d'élus socialistes. Ce qui équilibre un double mouvement : d'une part un vote « d'ultra-gauche », d'autre part un refus de vote ou un vote « de droite » tempéré par un « renfort gauchiste » qui ne s'était pas porté en 1973 sur les élus socialistes. Mais dans les deux cas, la perte « à droite » ou dans l'abstention est réelle. Dans le Pas-de-Calais elle atteint 44 359 voix, 26 249 dans les Bouches-du-Rhône, 19 756 dans la Seine-Saint-Denis, 14 188 dans les Hauts-de-Seine. Cette perte, surtout marquée dans les « bastions » socialistes et communistes ne doit pas être une surprise. Le mouvement ouvrier français a connu des compagnons de route d'un jour, des électeurs-clients qui votent pour un homme, pour une gestion, mais pas pour un projet politique. Puis ceux qui pour un temps sont trompés et se reprennent. Ce qui est réconfortant dans cette élection, c'est la preuve que cette partie de l'électorat, même si elle est plus forte dans les circonscriptions socialistes que communistes est relativement faible. Et, de surcroît, il n'est pas interdit de penser qu'elle est « rattrapable ». L'anticommunisme explique pour une part le mouvement ; l'histoire du socialisme français aussi.

Ces pertes font en tout cas mieux comprendre l'importance des gains. Alors que dans 176 circonscriptions la gauche « perd » 3 %, au total elle obtient le même score. C'est dire l'importance de la lame de fond qui secoue notre société, même si au vu des chiffres elle n'est pas immédiatement décelable. La clarification du premier tour de cette élection est donc positive : c'est sans ambiguïté que 43,24 % des Français et des Françaises ont voté François Mitterrand.

La gauche a recueilli les voix d'une France plus cohérente ; la campagne du candidat a mieux équilibré les parties respectives de cet ensemble : le 5 mai, les femmes étaient plus nombreuses à voter Mitterrand qu'elles ne l'auraient été un mois plus tôt (40 % contre 33 %). Aux électeurs « traditionnels » de gauche sont venus s'en ajouter d'autres. Plus de paysans, plus d'employés ou de cadres — même si un effort important doit être fait en direction de ces couches sociales — et plus de personnes âgées.

Reste la droite. Là, la situation est plus complexe. Les « primaires de la majorité » qui au fil des jours se sont transformées en lutte au couteau pour la première place n'ont peut-être pas sonné la mort du « gaullisme ». Mais en tout cas la fin de l'U.d.r. Là aussi une modification radicale du panorama politique français commence. La droite qui s'était couchée dans le lit du gaullisme vient de divorcer d'avec lui. Bien sûr, puisqu'il le faut, elle utilisera encore la plupart des hommes politiques gaullistes : on a les amants que l'on peut. Mais les électorats respectifs de Chaban-Delmas et de Giscard d'Estaing ne sont pas totalement semblables : le premier a un électorat plus féminin, plus populaire, plus paysan, plus âgé. C'est un peu la France du souvenir, beaucoup moins la France des affaires. Et si Giscard n'a jamais hésité à placer Chaban à sa droite, l'électorat de Chaban l'est certainement moins que celui de Giscard. L'Histoire a parfois de l'ironie ; le glas du parti majoritaire a sonné quelques jours avant l'anniversaire du 13 mai ! Il serait trop long d'ironiser sur les « terres gaullistes » qui ont changé de camp. Il y a quelques années Alain Peyrefitte expliquait doctement que si l'U.d.r. « ne faisait pas de bêtises elle était au pouvoir pour 30 ans ». Le moins que l'on puisse dire est que les bêtises ont dû être de taille. Alors qu'elle obtenait en mars 1973 4 fois plus de voix que les Républicains indépendants et 3 fois plus de députés, son candidat n'arrive même pas à faire la moitié des voix de son concurrent. Certes de nombreux dirigeants de cette formation sont « allés à la soupe »

La presse étrangère: Avec des roses...

« Peu de larmes ont coulé quand le gaullisme est mort après une brève mais douloureuse maladie. » Ce commentaire du « Financial Times », après les résultats du premier tour des élections présidentielles françaises, donne le ton de la presse internationale, unanime à dresser le constat de décès du gaullisme et le retour à la répartition classique de l'électorat entre droite et gauche.

« Le gaullisme, comme tel, a perdu son pouvoir magique, remarque le « New York Times ». Le vote du 19 mai sera une bataille classique entre la gauche et la droite », ce qui marque un « retour à la tradition politique française ».

L'hebdomadaire « Newsweek » souligne de son côté « le véritable phénomène de rejet du gaullisme, qui explique pourquoi le nom de Pompidou n'a presque pas été mentionné durant la campagne électorale. »

Pour le quotidien londonien « Times », « le score de 14,6 % réalisé par Chaban-Delmas donne une bonne idée de la véritable force du parti gaulliste en France. Ce qui donne à penser que la prétention de ce parti à jouer éternellement le rôle dominant était totalement injustifiée ».

Les journaux étrangers qui notent pour la plupart que 80 % des Français ont voté pour le changement — « le plus important glissement électoral dans la vie politique française en dix ans », écrit le « Times » — analysent les perspectives du 2e tour.

Indiquant que la Ve République gaulliste cède le pas à une autre République, « l'Unita », organe du P.c. italien, écrit : « Celle-ci pourra être soit de démocratie avancée si Mitterrand l'emporte au second tour, soit dans un sens réactionnaire accentué si le gagnant en est Giscard d'Estaing. »

Pour « Rude Pravo », organe du Parti communiste tchécoslovaque, « l'évolution économique et politique de la France avait déjà poussé des électeurs vers la gauche aux élections législatives de 1973, et cette tendance s'est accentuée. Apparemment, les électeurs trouvent — malgré de nombreuses réserves — que Mitterrand est le candidat soutenu par la gauche sur lequel on peut le mieux compter. »

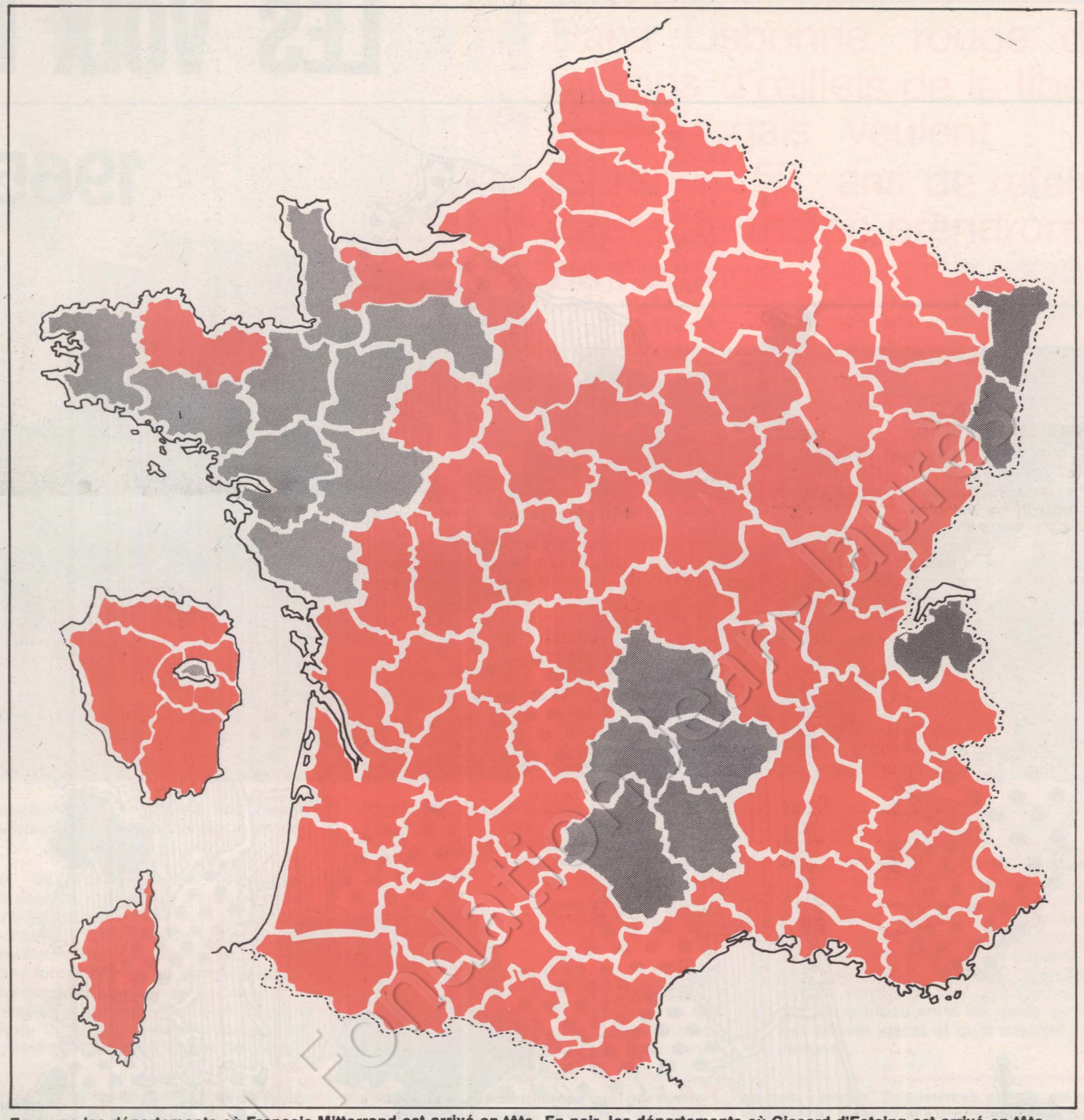
La personnalité de Mitterrand lui-même fait l'objet de nombreux commentaires. « M. François Mitterrand, après 30 ans d'activité dans la vie politique, écrit le « New York Times », reste toujours un mystère pour beaucoup de Français... Ils s'interrogent à son sujet, le détestent ou l'admirent. »

Le journal britannique l'« Observer » fait remarquer que, tout au long de la campagne, Mitterrand a révélé de « remarquables qualités d'homme d'Etat en faisant preuve d'une fermeté qui permettrait de penser que c'est lui qui se servirait de ses alliés communistes plutôt que le contraire. »

Le « Times » évoque « l'assurance complète de Mitterrand, suprêmement compétent » en toutes circonstances. Dépassant la personne du candidat, le « New Statesman », sous le titre « La gauche le dit avec des roses » écrit que les socialistes français « offrent à une certaine sorte de pouvoir l'alternative d'une certaine sorte de poésie. »

La plupart des journaux soulignent l'avance de Mitterrand sur Giscard d'Estaing — « qui représente l'aile la plus réactionnaire du camp gouvernemental », dit la « Frankfurter Rundschau » — tout en faisant remarquer le caractère particulièrement serré que prendra le second tour.

Le quotidien social-démocrate danois « Aktuelt » conclut que ce premier tour « montre que le socialisme s'installera finalement dans toute l'Europe hormis l'Espagne », car « Mitterrand sera probablement élu au second tour. »



En rouge les départements où François Mitterrand est arrivé en tête. En noir, les départements où Giscard d'Estaing est arrivé en tête.

dès que les sondages ont montré que Chaban risquait de ne plus être dans la course du 2e tour. Mais l'électorat a suivi. Et pour d'autres raisons. La droite avait eu besoin du gaullisme. Le père étant mort, les fils n'étant pas à la hauteur, elle tente de placer sur orbite un homme pouvant à la fois « absorber » la partie de la famille encore à l'extérieur — Jean Lecanuet par exemple — tout en maintenant la totalité de l'héritage. Cet élargissement à la base étant nécessaire pour conserver le pouvoir. Au-delà des ambitions personnelles — qui dans l'affaire pèsent lourd — le ralliement de la plus grande partie de l'électorat centriste montre bien que la manœuvre correspond à un besoin. Et voici Giscard doublant Chaban, sabrant les chasses gardées d'antan. Qu'au 2e tour le report des électeurs de l'un sur l'autre candidat soit simple est une autre histoire...

La facture du centre

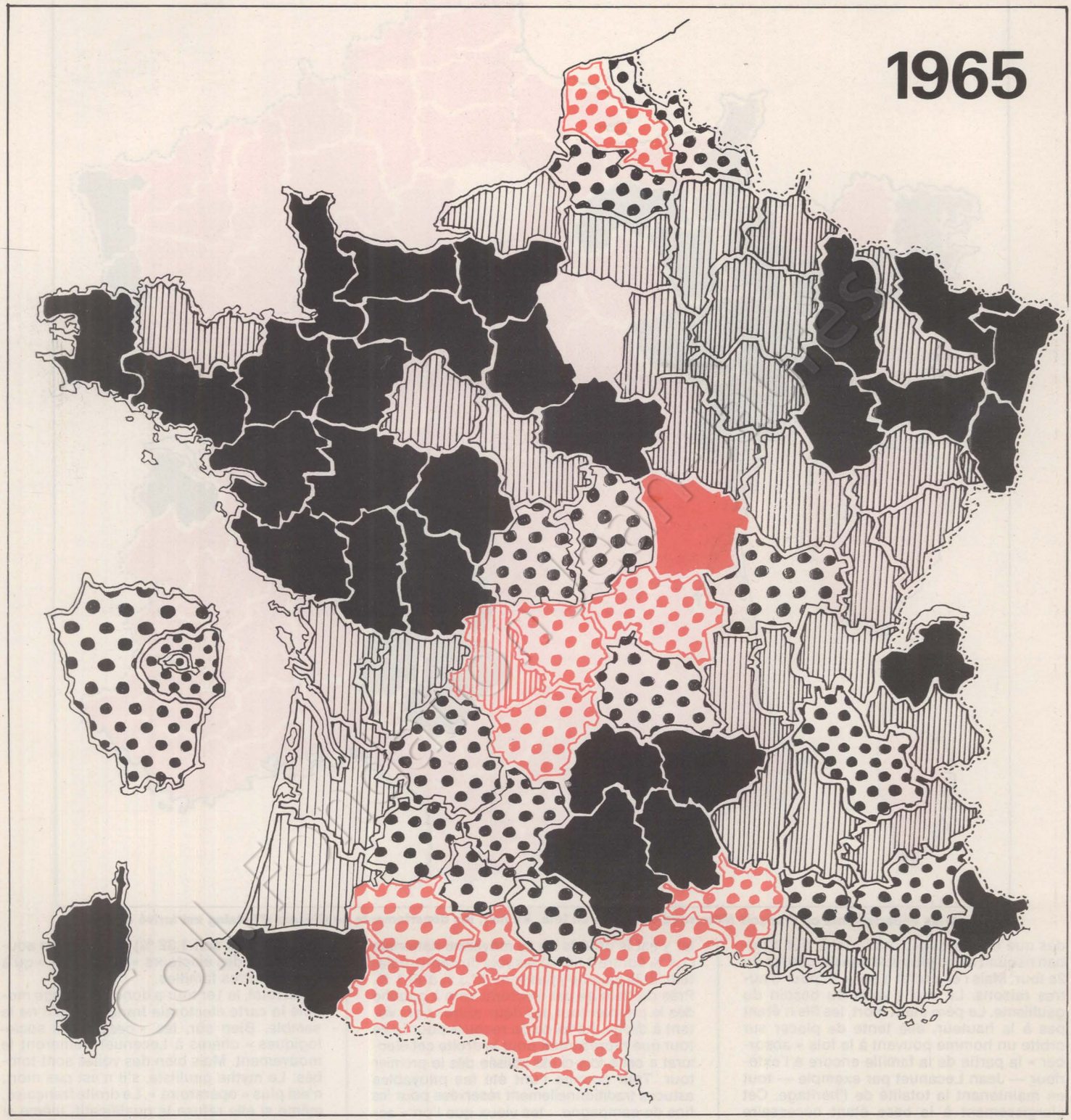
Le vote du 5 mai aura eu une autre conséquence : la fracture de l'électorat du « centre » dès le premier tour. Cette fracture et ses conséquences sont visibles dans les circonscriptions où furent élus en 1973 des députés réformateurs. Si le score d'Emile Muller y est le double de sa moyenne nationale (1,4 % contre 0,69 %) les voix du centre éclatent. Et la gauche y passe de 30,3 % à 40,1 %. Près du tiers de cet électorat vote à gauche dès le premier tour, les deux autres tiers votant à droite. La force de recours pour le 2e tour que représentait pour la droite cet électorat a cette fois-ci été utilisée dès le premier tour. Tout comme l'ont été les pitoyables astuces traditionnellement réservées pour les fins de campagne : les vieux que l'on « accompagne », etc. A droite aussi la clarification est sensible. Et ce n'est pas l'écart séparant Giscard de Chaban qui rendra la suite plus facile.

Restent les candidats « marginaux ». Sans parler de l'échec — rassurant — de Jean Royer, l'extrême gauche, présente sur l'ensemble du territoire — ce qui n'était pas le cas en 1973 — passe de 320 645 à 689 414 voix. Ce gain, qui doit être pondéré de la part des 490 000 électeurs P.s.u. de 1973 qui dimanche dernier n'ont pas suivi les consignes de vote de leur parti, est significatif d'un « mal de vivre », d'une impatience peut-être inefficace mais compréhensible. Quant aux votes « écologistes et anticapitalistes » des électeurs de René Dumont (337 894 voix soit 1,32 %) ils sont plus souvent dus à des électeurs « de gauche » qu'à ceux d'autres familles.

Au total, le 1er tour a donc davantage modifié la carte électorale française qu'il ne le semble. Bien sûr, les « pesanteurs sociologiques » chères à Lecanuet freineront le mouvement. Mais bien des voiles sont tombés. Le mythe gaulliste, s'il n'est pas mort, n'est plus « opératoire ». La droite française, même si elle refuse le qualificatif, même si elle utilise des mots de gauche, a pour le 2e tour un candidat « exemplaire ». Le centre — ses dirigeants tout au moins— a rejoint la droite dès le 1er tour. Et, en face de ce bloc disparate et pas encore soudé, traversé d'appétits contradictoires et d'ambitions diverses, il y a la gauche. Bien sûr, le poids de l'idéologie dominante pèse lourd. Bien sûr, tout n'est pas clair dans la tête des Français. Il y a des ouvriers qui votent à droite — moins qu'avant — des employés qui votent à droite — moins qu'avant — des paysans qui votent à droite — moins qu'avant. Mais la « performance » de la gauche peut — et doit — être le moteur d'une dynamique majoritaire. Le 5 mai en a établi les bases et la possibilité.

GUY PERRIMOND

LES VOIX DE

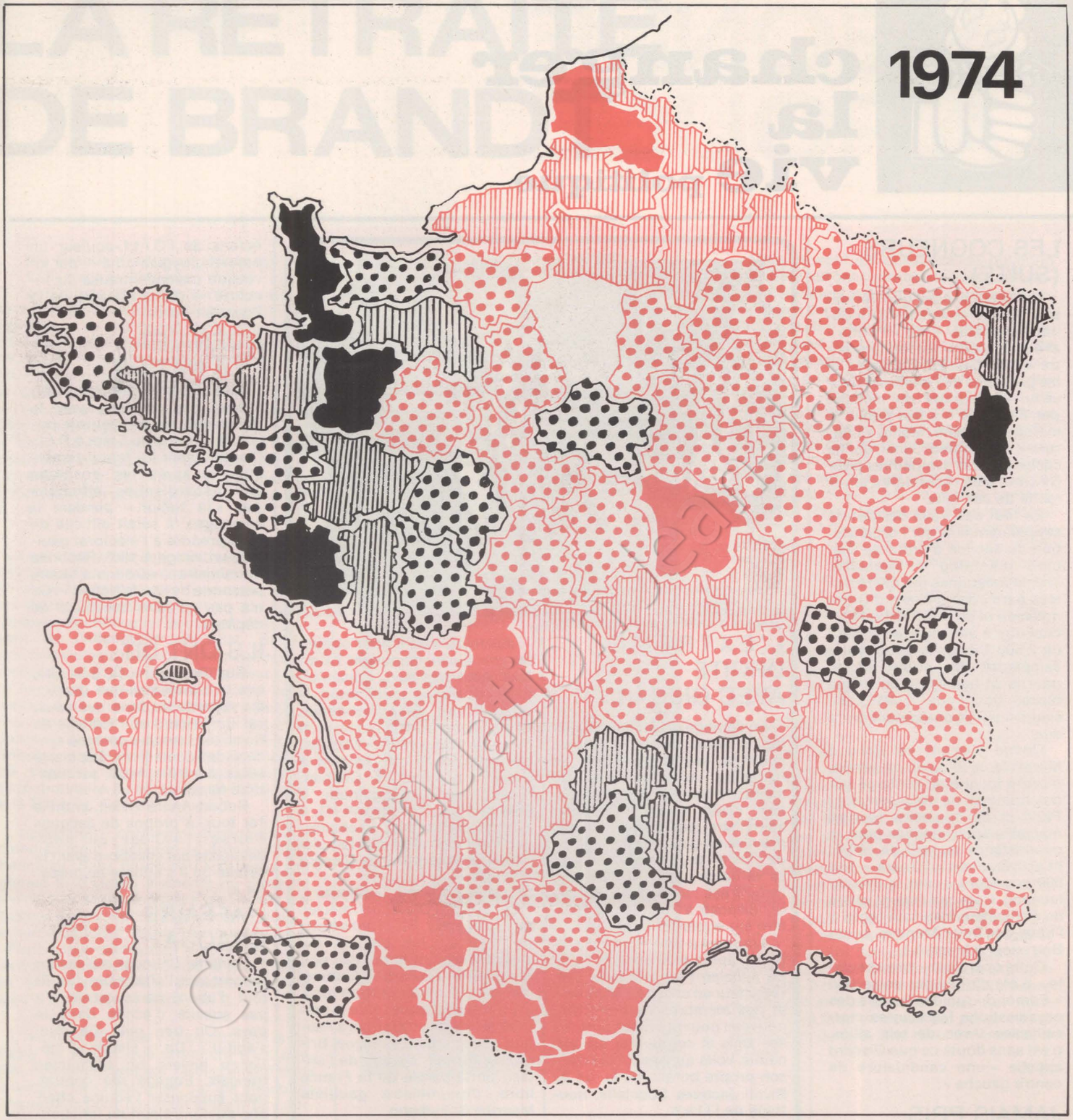


MOINS DE 30 % DES VOIX

DE 30 A 35 % DES VOIX

DE 35 A 40 % DES VOIX

FRANÇOIS MITTERRAND



DE 40 A 45 % DES VOIX

DE 45 A 50 % DES VOIX

PLUS DE 50 % DES VOIX

changer la vie politique

LES COGNEURS (SUITE)

Un silence plus que révélateur. Après les articles du « Canard enchaîné », de « l'Unité » et du « Monde » sur les liens entre Valéry Giscard d'Estaing et les gros bras de l'ex-Ordre nouveau, l'entourage du ministre des Finances n'a pas publié le moindre démenti. Même « l'Aurore » du vendredi 3 mai, qui ne cache pas ses sympathies pour Giscard, a dû reconnaître la véracité de ces faits.

En tout cas, voilà des détails supplémentaires sur l'organisation du service d'ordre de Giscard d'Estaing à Marseille. Trente personnes ont été recrutées parmi des anciens d'Ordre nouveau et du Front national — chacune a été engagée au tarif de 2 500 F pour la durée de la campagne. En prime, logés, nourris et habillés d'un même blazer pour que « ces messieurs » se reconnaissent entre eux.

Quand Giscard est venu à Marseille, le 27 avril, ce service d'ordre local était renforcé par des hommes de main venus de Paris et de nouvelles recrues marseillaises engagées pour la circonstance au tarif de 180 F. Ils arrivèrent dans 20 cars — soit 600 cogneurs — sur le lieu du meeting. Ceux qui étaient venus de Paris étaient surtout logés à l'hôtel des Deux-Mondes, cours Belzunce, à Marseille.

Cette opération « très spéciale » a été dirigée par un certain « Edmond », un des leaders des organisations fascisantes marseillaises. Avec de tels alliés, c'est sans doute ce que Giscard appelle « une candidature de centre gauche ».

JAMAIS PRIS DE COURT

Les hommes de droite passent, Denis Baudoin prospère. Après Antoine Pinay, Roger Duchet, l'Algérie française, Jean Lecanuet, Jacques Duhamel et Georges Pompidou, le voici au service de Valéry Giscard d'Estaing. Il jouera, auprès du candidat de la droite, le rôle de conseiller pour l'ensemble des problèmes de presse et d'information ; il dispose déjà d'un bureau au P.c. électoral de Giscard, 41, rue de la Bienfaisance.

Denis Baudoin ajoute ainsi une corde à son arc. Puisque Pompidou l'avait nommé à la tête de l'entreprise d'Etat (la Sofirad) qui contrôle Radio-Monte-Carlo, Sud-Radio et Europe 1. Puisqu'il est aussi le patron de la fumeuse délégation ministérielle à l'Information. Ce qui constitue un cumul de fonctions inadmissible.

Pour être complet, il convient d'ajouter que Denis Baudoin a attendu les résultats du 1er tour pour se prononcer en faveur de l'un ou de l'autre des candidats de la droite.



Giscard d'Estaing avec Soustelle.

L'EXTREME DROITE AVEC GISCARD

En dépit de ses élégantes vestes en tweed, de ses distingués cours du soir télévisés, de ses flatteuses relations dans les meilleurs conseils d'administration, Valéry Giscard d'Estaing administre jour après jour des preuves de plus en plus claires, de plus en plus nombreuses de sa véritable nature. Il n'est que ce qu'il est : un homme de droite, disposé à tout tenter pour être élu et garder le pouvoir.

Vraiment à tout. Rien ne le rebute : après avoir accepté l'aide du milicien François Brigneau, rédacteur en chef de « Minute », et des membres de l'ex-Ordre nouveau pour ouvrir les portes à ses amis et cogner sur ses ennemis, voilà qu'il accueille dans son propre bureau de la rue de Rivoli Jacques Soustelle, naufragé de l'O.a.s.

Jusqu'où ira-t-il pour obtenir les voix qui lui manquent ? Certainement très loin. Puisqu'on lisait, quelques jours avant le premier tour, dans l'hebdomadaire « Faire front », l'organe de l'ex-Ordre nouveau : « Mesurez bien que toute voix enlevée à Giscard profitera à Chaban. C'est-à-dire à Sanguinetti, à Frey, à *Moïse* Schumann (1), à Foccart, à Grandval. Et choisissez. Pour moi, c'est déjà fait. J'ai choisi. Je voterai Valéry Giscard d'Estaing. »

Ordre nouveau, « Minute », Faire front, l'O.a.s., le milicien mal repenti et l'antisémite de service : les ombres qui s'agitent devant le tableau noir de Valéry Giscard d'Estaing. en disent vraiment trop long.

(1) Nous laissons toute la responsabilité de ce prénom à l'auteur de cet article, François Brigneau. En fait, il s'agit de l'ancien porte-parole de la France libre, l'ex-ministre gaulliste Maurice Schumann.

BARBÉ DALTONIEN

Jean-Christian Barbé, qui dirige le Centre d'information civique, fait volontiers dans le nationalisme exubérant et donneur de leçons. Ce qui ne l'empêche pas de diffuser sur les écrans de l'O.r.t.f.-couleur un bonnet phrygien orné — par inversion malencontreuse du tricolore — d'une cocarde de la Royal Air Force.

GUENA ET « LA NATION »

Yves Guéna, ministre U.d.r. chargé des relations avec le Parlement, est un mauvais publiciste. Le soir du 5 mai, à R.t.l., Claude Estier lui faisait remarquer qu'après les positions anti-giscardiennes affichées par « la Nation » pendant la campagne, il serait difficile de faire prendre à l'électorat gaulliste un virage à 180°. Réponse du ministre : « De toute façon, personne ne lit « la Nation ». Ca n'a pas pu faire beaucoup de dégâts ».

ILS ONT DIT

Guy Bedos : « Je dois dire que je n'aime pas que Giscard me regarde au fond des yeux, car il m'a reçu une fois rue de Rivoli, en tant que délégué syndical des comédiens. Depuis, je subis contrôle fiscal sur contrôle fiscal. »

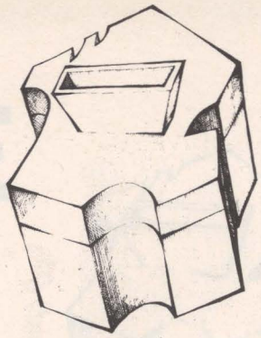
Robert-André Vivien, avant le 1er tour, à propos de Jacques Chirac : « C'est un néo-pétainiste qui collabore avant la défaite qu'il s'efforce de préparer ».

L'AFFAIRE CHAOUAT

L'affaire Chaouat n'a aucun rapport avec l'affaire Dreyfus. Et tout d'abord parce qu'elle n'a pas suscité d'échos dans le pays. Ou très peu. De quoi s'agit-il ? De « simple » méfiance envers un technicien français. Engagé par contrat, pour superviser l'équipe chargée du contrôle et du fonctionnement des caméras filmant les essais nucléaires français dans le Pacifique, Salomon Chaouat a été écarté de cette mission. Son entreprise, la société Vannier Photelec, a en effet reçu un avis défavorable au départ de Chaouat pour le Pacifique. De qui ? Du Commissariat à l'énergie atomique (C.e.a.). Motif : Salomon Chaouat, de nationalité française, a de la famille en Israël et il s'est rendu dans ce pays. A quand le port de l'étoile jaune au C.e.a. ?

U.d.r.

" A LA SOUPE ! "



Une majorité de députés U.d.r. « ira à la soupe », du bout des dents certes, mais elle ira. Quant aux autres « ils ne sont pas de ce genre-là ».

On pourrait l'appeler le député Signes-particuliers-néant. Rien n'accroche, ni la lunette fine, ni la cravate de bon ton, ni le cheveu coupé ras aux tempes — on n'a pas pour rien été si longtemps colonel d'active. Dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale où se réunit habituellement le groupe U.d.r., on ne l'a jamais entendu ouvrir la bouche depuis mai 1968. Et pourtant, ce jour-là — c'était lundi — le député de la Loire, Paul Rivière, a un coup d'audace. Il s'est levé salle Colbert et, tout tranquillement, lit son intervention. On entend, sans trop y prêter garde, qu'il a fait de la Résistance, qu'il est un « gaulliste historique ». On tend l'oreille quand il commence à parler de ses « problèmes de conscience » face au ralliement à Valéry Giscard d'Estaing. Et il y a un silence tendu lorsqu'il conclut : « Non. Moi, je ne suis pas de ce genre-là ». Or, des Paul Rivière, il y en a sans doute des dizaines dans les rangs parlementaires de l'ex-majorité, des milliers parmi les militants U.d.r., des centaines de milliers dans l'électorat gaulliste. Tout le monde n'a pas une vocation de bourgeois de Calais. L'état-major de ce qui était naguère « le Pouvoir » le sent bien et a tenté lundi de refaire son unité... Sans succès : il a dérapé et capoté dans ce virage à 90 degrés.

« Quand on défend les principes et les objectifs gaullistes, il est difficile de se retrouver ensuite dans le camp de Giscard d'Estaing ». Cette phrase d'Alexandre Sanguinetti à R.t.l. il y a quelques semaines, on se la répétait ce lundi matin au siège de l'U.d.r., au 123, rue de Lille, où le même Sanguinetti réunissait le Bureau exécutif de son mouvement. Elle pesait lourd, cette phrase et des centaines d'autres jetées avant le 5 mai à la figure de Giscard d'Estaing par Jacques Chaban-Delmas et ses supporters U.d.r. *(voir page suivante).* Ce qui explique que les deux heures et demiede réunion ont été deux heures et demie de cris, d'injures, de lamentations et de quolibets.

Déception réelle pour les uns ou larmes de crocodiles pour les autres, on a commencé par déplorer la défaite de Chaban-Delmas et par en rejeter la responsabilité sur le voisin. Messieurs les barons ont tiré les premiers. A boulets rouges et d'abord sur un Pierre Messmer qui va rester longtemps muet, comme penaud, et ne trouvera pour le défendre que l'obscur sénateur Soufflet. Une véritable mise à mort : « Vous ne semblez pas pouvoir rassembler les électeurs de Chaban, car vous avez participé à l'échec de sa candidature », lance André Fanton. Robert-André Vivien renchérit : « Les militants ont été troublés par les silences du colonel Messmer ». Et Jacques Foccart, tourné vers le Premier ministre : « Nous ne ramènerons pas nos électeurs si ce sont les traîtres qui s'expriment ».

Un mélange détonant

Voilà qui donne le climat. On aura bien du mal à arriver à la rédaction du communiqué final. On en oubliera presque d'y inclure un coup de chapeau à Chaban-Delmas... Mais les « durs » ont le sourire : ils ont obtenu que le terme « appui » à Giscard d'Estaing soit bémolisé en « soutien ». Et ils ont fait insérer un paragraphe de « conditions » à présenter à Giscard d'Estaing (indépendance nationale, respect des institutions, développement économique, justice sociale), qu'ils considèrent comme autant de « cactus » pour l'ennemi devenu leur porte-drapeau en moins de vingt-quatre heures.

L'heure, il est vrai, est alors aux motions à Giscard d'Estaing : Edgar Faure a fignolé la sienne, qu'il propose à ses amis du « Contrat social », groupe hétérogène qui va de l'ultra-conservateur Bernard Lafay au jeune Paul Granet, que ses collègues U.d.r. qualifieraient volontiers de gauchiste. Le texte du vieux radical-gaulliste est si élogieux pour Giscard d'Estaing que trois des « fauristes » ne le signeront pas et que d'autres — des réformateurs — demanderont à ce que leur accord demeure confidentiel. En revanche, un certain Robert Boulin le trouve très bien, ce communiqué archi-giscardien. Ses collègues assurent à la sortie qu'il s'agit bien du Boulin qui était jusqu'à dimanche dernier l'homme à tout faire de Chaban-Delmas.

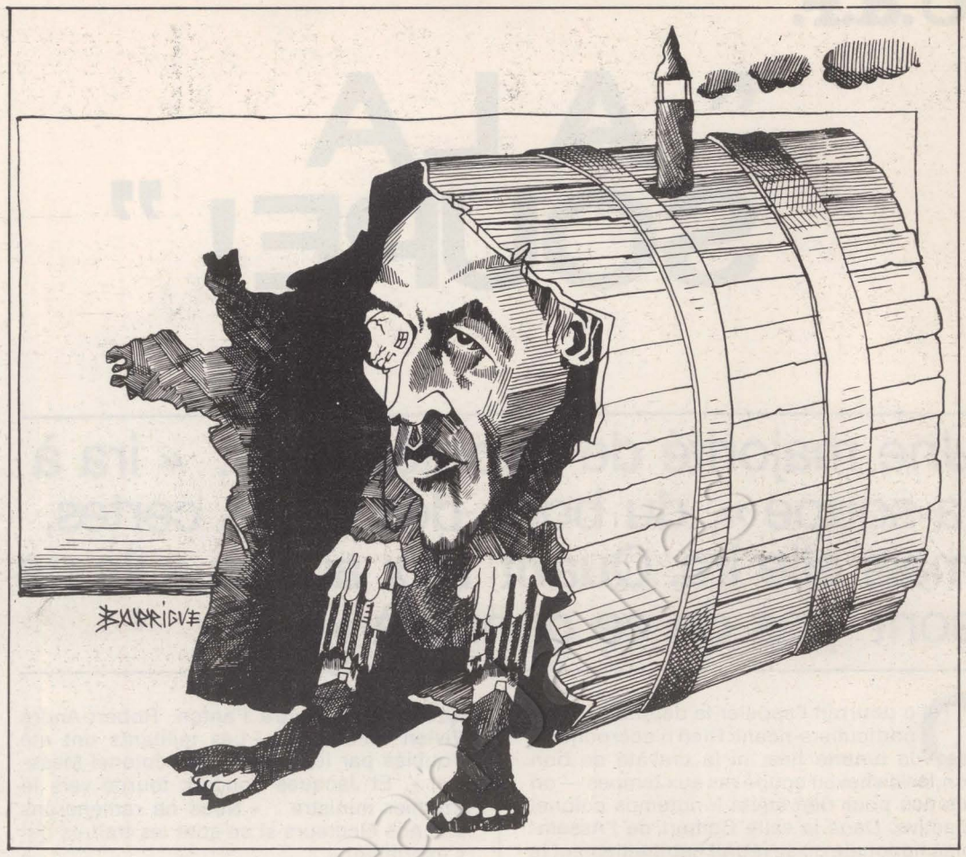
Le même Boulin franchit à 15 heures, ce même lundi, le seuil de la salle Colbert. Tout le groupe parlementaire U.d.r. est assemblé et c'est un mélange détonant : il y a là les chabanistes acharnés, les « traîtres » du groupe pro-giscardien dit des 43, les prudents, les tièdes, ceux qui n'ont cessé de chercher le vent, ceux qui n'ont pas encore bien compris ce qui s'est passé... La méfiance est de rigueur d'un clan à l'autre. La zizanie aussi : presque tous ont eu connaissance des divers lavages de linge sale du

→



Pierre Messmer.

" A LA SOUPE! "



matin qui se sont tenus — par un scandaleux abus de pouvoir — dans différents locaux officiels. On se répète ainsi que lors du Bureau politique du groupe, qui vient de se tenir, même le benoît Couve de Murville s'est laissé allé à dire : « Messmer chef du complot ? Non, voyons : chef des cuisines... »

Il n'est donc pas étonnant qu'au bout de quelques minutes s'échappent jusque hors de la salle Colbert des exclamations : « Salaud ! » « A la soupe ! » « Hypocrite ! » C'est Maurice Herzog — un des « 43 » — qui essuie cette bordée. On lui crie même : «Tu l'auras, ton portefeuille ! ». Le reste de la réunion va se dérouler dans le charivari et les « 43 » ont nettement le dessous. Didier Julia lance : « Ce ne sont pas ceux qui ont quitté le navire qui pourront proposer à l'équipage et aux passagers une modification du cap. Il faut avoir l'estime des gens pour les commander. »

Le Premier ministre est tout particulièrement dans le collimateur. Les reproches pleuvent, venant du groupe « dur » Vivien-Fanton : Chaban-Delmas n'a obtenu qu'un score médiocre à Sarrebourg, la ville de Messmer... Ce même Messmer a laissé certains de ses ministres (Germain, Chirac) avoir une activité fractionnelle... D'ailleurs, n'avait-il pas lui-même donné le mauvais exemple en 1970, en fondant l'amicale Présence et action du gaullisme ?...

Claude Labbé, le président du groupe, ne parviendra plus, dès lors, à ramener le calme. Il est vrai que pour lui l'avenir était sans problème : il avait, avant le premier tour, donné son soutien à Chaban-Delmas cependant que son suppléant faisait campagne pour Giscard d'Estaing. Les « 43 », eux aussi, laissent passer l'orage. Après tout, ils ont obtenu ce à quoi ils travaillaient : le ralliement officiel des instances U.d.r. au candidat de la droite pour le deuxième tour et à sa campagne — jusque dans l'ignoble exploitation que mène, à propos des difficultés de Willy Brandt **(voir en page 23),** le trio Chirac-Guichard-Lecanuet sur le thème : « Les communistes, c'est l'espionnage au gouvernement ».

Mais ils ne sont pas naïfs au point de ne pas voir ce que cache à peine cette décision résignée de l'agonisante U.d.r. : tantôt un « soutien » donné du bout des lèvres, tantôt une hostilité à peine déguisée, rien en tout cas qui ressemble à un enthousiasme un tant soit peu mobilisateur pour l'électorat. Dès le lendemain matin, les chabanistes déçus de « la Nation » ont repris la guérilla : « Cruel dilemme »... « Qui a torpillé de Gaulle en 1969 ? »... « Entre deux maux... » « A Giscard d'Estaing de prouver que les idéaux ne seront pas trahis... » Pour les néo-giscardiens, il y a plus dangereux pourtant que ces flèches ou que les menaces des Papon et des Fanton prédisant salle Colbert que leurs ouailles iraient vers la gauche ou l'abstention : cette idée toute simple que beaucoup d'électeurs gaullistes pourraient devenir des Paul Rivière et, face au candidat de la droite et à ses nouveaux lieutenants Lecanuet et Royer, se dire eux aussi qu'ils ne sont pas « de ce genre-là ».

SERGE RICHARD

Giscard vu par Chaban

C'est l'Antéchrist, c'est le grand parricide, c'est Judas Giscariote, comme l'a surnommé notre dessinateur Teich. De plus accablant réquisitoire contre Valéry Giscard d'Estaing, il n'y en a pas : homme de droite, anti-social, atlantiste, homme du grand capital, contraire du gaullisme, ministre imprévoyant et ministre saboteur... Tout cela, dit et répété par Jacques Chaban-Delmas au long de sa campagne, n'offre décidément pas aux électeurs gaullistes une reconversion bien ragoûtante en faveur de Giscard d'Estaing.

Qui est donc ce citoyen pas au-dessus de tout soupçon aux yeux de Chaban-Delmas et de ses amis U.d.r. ?

*** Avant tout, Giscard, c'est un homme de droite :**

Même « badigeonnée, ripolinée », même « en pull-over », c'est « la droite traditionnelle, les grandes familles, la richesse qui a bonne conscience... La droite de toujours, dure aux faibles, qui se dresse comme une forteresse en face de l'autre moitié de la France... Je refuse la grande revanche de la droite ». Ainsi parla Chaban-Delmas à l'O.r.t.f. et à « France-Soir ».

*** Giscard, c'est l'antithèse du gaullisme :**

Après avoir fait donner Sanguinetti contre les trahisons passées de Giscard vis-à-vis du général de Gaulle et de Georges Pompidou dans les années 1968 et 1969, notamment, Chaban-Delmas accusait dans ses meetings : « Il veut les voix gaullistes sans le gaullisme, mais il est prisonnier des soutiens de droite qu'il a obtenus ». Giscard, ce serait « le retour à la IVe République ».

Par exemple sur les institutions : « Quand je vois M. Giscard d'Estaing être partisan du régime présidentiel, je dis que c'est entièrement opposé à la nature de nos institutions. Ce serait une déviation de la Ve République », déclarait Chaban-Delmas à Créteil.

*** Giscard, c'est l'atlantisme :**

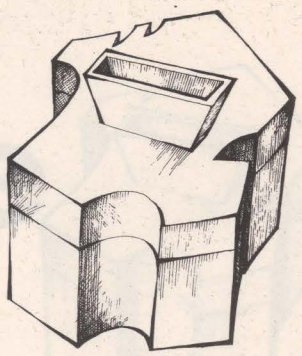
Autre point sensible des gaullistes, avec les institutions : la politique étrangère. Chaban-Delmas a répété partout : « M. Giscard d'Estaing n'est pas libre, lié à des atlantistes forcenés » qui le feront « pencher vers Washington » — par son alliance Jean Lecanuet : « Et je n'ai rien à faire avec M. Lecanuet, qui est un homme de droite ». Giscard, c'est « un certain glissement vers l'atlantisme ».

*** Giscard-la-hausse et Giscard-l'inflation :**

Accusant sans cesse le ministre de l'Economie d'avoir pratiqué le « pilotage à vue », Chaban-Delmas s'exclamait : « Cela fait maintenant 5 ou 6 trimestres qu'on dit aux Français que la hausse des prix va se ralentir pendant le trimestre suivant ; on l'a vue chaque fois, au contraire, s'accélérer... La hausse des prix, hélas ! sanctionne l'échec de la politique financière et monétaire des 20 derniers mois ». Edgar Pisani ne disait pas autre chose dans « le Monde » en parlant des « méfaits désastreux du conservatisme technocratique qui nous accable de ses prétendues perfections autant que de son incapacité de prévoir et de maîtriser les événements ».

La politique monétaire de Giscard n'est d'ailleurs qu'un prolongement de l'atlantisme, ce qu'avait déjà dénoncé Michel Debré, supporter de Chaban, à propos de la réforme du système monétaire international et du « retournement » de Giscard : « Le principal partenaire du monde occidental, les Etats-Unis d'Amérique, est pressé d'obtenir un arrangement provisoire qui consolide sa position, qui n'est que nationale. Les affirmations

LA CALOMNIE A COUPS DE MILLIONS



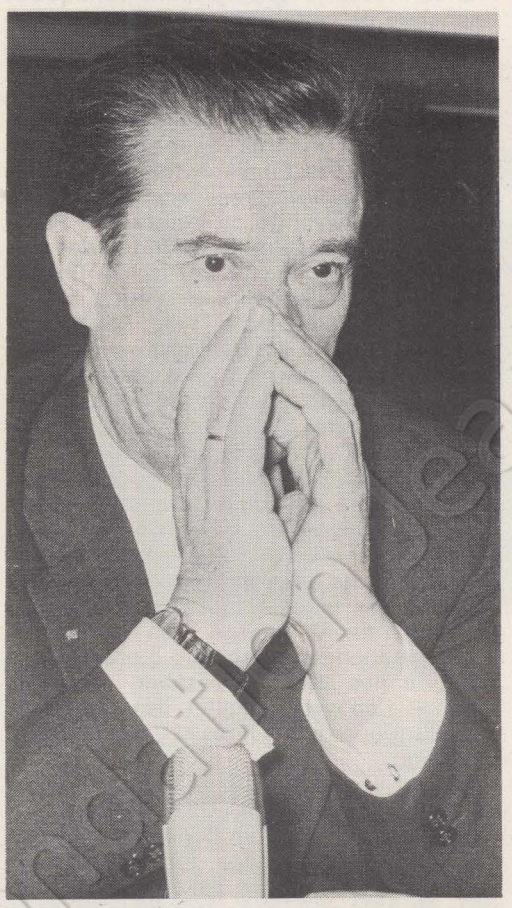
La calomnie coûte cher, mais les patrons ne lésinent pas.

« Le Conseil national du patronat français n'a aucun commentaire à faire sur ce problème ».

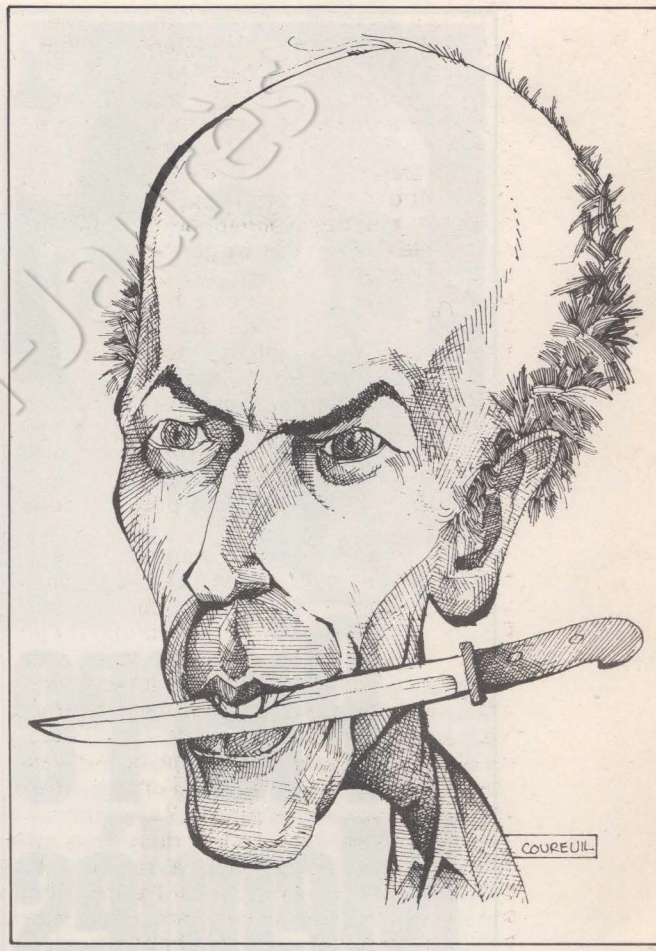
Telle est la réaction officielle du service de presse de François Ceyrac après notre article **(voir le précédent numéro de « l'Unité »)** sur les feuilles anti-Mitterrand et sur leurs financements patronaux. Quant à Emmanuel Lepoyvre, bailleur de fonds de ces publications semi-clandestines, il a trouvé un système de défense plus subtil. Le président de l'Association de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine se répand en coups de téléphone dans le Tout-Paris politique et journalistique. En affirmant que tout cela n'est qu'« affabulations ».

Reprenons donc notre enquête où nous l'avions laissée. Des informations supplémentaires pousseront peut-être le C.n.p.f. à retrouver l'usage de la parole. Quelques détails complémentaires éviteront peut-être à Emmanuel Lepoyvre de manier le démenti officieux avec trop de légèreté.

L'affaire « France-Matin », tout d'abord. Le vendredi 26 avril, après la saisie des exemplaires par décision judiciaire, un certain Patrick Legrand revendiquait, par l'intermédiaire d'une dépêche de l'agence



François Ceyrac.



→

du ministre de l'Economie et des Finances recouvrent donc une réalité très simple. Nous abandonnons un grand et utile dessein et nous adoptons, sans qu'aucune amélioration sérieuse ne l'ait amendée, la position américaine. Cette nouvelle attitude me surprend, et nombreux seront en France ceux qui ne l'accepteront pas. ... Le subit revirement français, s'il était confirmé, aboutirait à nous rallier, dans le domaine monétaire, à un type d'organisation atlantique que nous combattons dans tous les autres domaines en raison de son caractère par trop inégal. »

*** Giscard, ou l'impérialisme de la rue de Rivoli :**

Chaban-Delmas n'avait cessé de dénoncer — il n'était pas le seul — le ministère des Finances comme « un Etat dans l'Etat ». Voici comment, selon lui, les choses se passaient aux Finances pour saboter sa « nouvelle société » : « N'importe quel chef de service ou même un sous-chef de bureau totalement irresponsable se révélait tout-puissant ». Giscard étant personnellement mis en cause : « Dans presque tous les cas, il y a eu rétention d'informations, freinage, retard calculé, mauvaise volonté dans l'application, volonté personnelle d'être maître du jeu, de tirer à soi la présentation des bonnes nouvelles et de refuser aux autres ministres les moyens d'être efficaces... Comment oublier la renégociation des décisions déjà prises ? »

Giscard d'Estaing est donc mal venu de rejeter sur la seule U.d.r. les erreurs de la majorité : « Qui était à la tête des préfets et des policiers depuis 6 ans, si ce n'est M. Marcellin, Républicain indépendant ? Qui était à la tête des percepteurs, des douaniers, des inspecteurs des impôts depuis 13 ans, si ce n'est M. Giscard d'Estaing ? » (Chaban-Delmas à « France-Soir »).

*** Giscard l'anti-social :**

Comment alors croire au programme social « avancé » de Giscard d'Estaing ? Jugement de Chaban-Delmas : « Un catalogue de mesures, mais dans un esprit d'octroi, je dirais presque de charité ». La très chabaniste « Nation » renchérit : « Il est difficile à l'actuel ministre des Finances de faire croire qu'il va réaliser demain dans le domaine social des réformes qu'il a toujours freinées. Hostilité avouée à la participation, réticences devant les mesures de justice en faveur des commerçants, compressions budgétaires touchant à des priorités sociales, l'action passée du ministre des Finances ne plaide guère en faveur des promesses du candidat à la présidence de la République. Une fois enlevé le bel habillage (12 points, 3 sécurités, 9 changements), le programme social de Giscard se présente moins comme un plan que comme un saupoudrage de mesures... Giscard d'Estaing, comme d'habitude, parera au plus pressé, fera du coup par coup et prévoit des aumônes quand les Français attendent des garanties. »

Jusqu'à sa politique envers les agriculteurs, rien n'aura été épargné à Giscard d'Estaing. Michel Cointat, député U.d.r. d'Ille-et-Vilaine et ancien ministre de l'Agriculture, s'est déclaré le 22 avril « surpris par les déclarations de certain candidat (Giscard) qui découvre brusquement le mot rural, alors qu'il bloquait les prix agricoles, réclamait la clause de pénurie pour la viande, voulait instituer la patente, même pour les coopératives de production non commerciales, et s'opposait, en 1971, à la distillation de 3 millions d'hectolitres de vin en excédent ».

*** Pas « la chance de la France » :**

L'avenir qu'offre Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas le voit très noir : « La société à laquelle il tend n'est pas viable... Dans le dernier quart du XXe siècle, une pareille société explosera. » Par la négative, son ami André Malraux, à R.t.l., jugeait Giscard d'Estaing : « Je ne suis pas sûr que Chaban soit la chance de la France. Mais je suis sûr que les autres sont le contraire. »

Voilà donc l'homme auquel se rallient aujourd'hui les dirigeants de l'U.d.r. On comprend que leur électorat, pour le moins, hésite. Faut-il retourner à Chaban-Delmas l'apostrophe que, dans un meeting à Lyon, il envoyait au candidat de la droite au deuxième tour : « Je me demande à quel moment il se trompe ou nous trompe » ?



Pierre Mendès France

CHOISIR

Stock

La calomnie à coups de millions

France-Presse, la responsabilité politique et financière de cette opération. Ce nom ressemblait fort à un pseudonyme. En fait, Patrick Legrand existe bel et bien. Il a été journaliste, agent électoral des Républicains indépendants en 1968. Et il est, aujourd'hui, responsable d'une très vague société de relations publiques. Plusieurs fois au cours de la semaine dernière, il est venu dans les bureaux du 56, avenue de Wagram, à Paris. C'est le siège de l'Union des industries métallurgiques et minières où officie Emmanuel Lepoyvre. D'ailleurs, on peut y joindre l'intéressé au téléphone (Wag. 98-00). Legrand n'est qu'un vulgaire prête-nom. Et le seul moment marquant de sa carrière journalistique tourne autour d'un journal d'extrême droite très Algérie française et très favorable à l'O.a.s., « l'Esprit public ».

Justement il y a un homme qui a créé cet hebdomadaire en compagnie de Philippe Héduy, en décembre 1960. Il a pour nom Hubert Bassot. Il est aujourd'hui un des 4 permanents de la Fédération nationale des Républicains indépendants et il y est plus particulièrement chargé des problèmes d'organisation et de service d'ordre. Voici donc le lien entre l'opération « France-Matin », Lepoyvre, l'Union des industries métallurgiques et minières et Valéry Giscard d'Estaing.

Mais il y a un deuxième lien, tout aussi évident et révélateur. A l'U.i.m.m., Lepoyvre a pour adjoint direct un dénommé Jacques Galiardi. Ce personnage, fort discret mais néanmoins fort efficace, est chargé des relations de l'U.i.m.m. avec la presse et de la rédaction des différentes publications de cette organisation patronale. Galiardi est un intime de Philippe Malaud, un des leaders des Républicains indépendants. En mars 1973, il courait après une investiture pour les élections législatives dans la circonscription du 18e arrondissement de Paris La Chapelle-Goutte d'Or. Et devait se présenter sous l'étiquette Républicain indépendant.

Lepoyvre n'en est pas à son premier coup de ce genre. Aux élections législatives de mars 1973, il disposait d'un budget de 3 millions de francs, recueillis auprès de patrons compréhensibles et droitiers des milieux sidérurgiques. Cette jolie somme d'argent lui permit de payer l'impression de 4 millions d'exemplaires d'une feuille titrée « Monsieur Dupont voit rouge » et de 2 millions d'exemplaires d'une autre feuille titrée « L'omnibus ». A cette époque, Lepoyvre passait un accord financier avec Henri Josseran, trésorier-adjoint des C.d.r., lesquels assurèrent la diffusion de cette infecte propagande anti-Mitterrand.

Aujourd'hui, Lepoyvre dispose de 2 millions. Ils auraient dû servir à payer l'impression de « France-Matin ». Mais après le pitoyable échec de cette opération, Michel Bavastro, directeur de « Nice-Matin » — en même temps que président du syndicat patronal S.n.p.q.r. des quotidiens régionaux — qui a si gentiment prêté ses installations d'imprimerie, risque fort de ne jamais recevoir son dû, c'est-à-dire 100 000 francs nouveaux. Par contre, cet argent a déjà servi à l'impression des affiches collées par les C.d.r., où Georges Marchais clame au camarade 2e classe François Mitterrand : « Direction Elysée en avant... Marx ». Et autre propagande du même niveau intellectuel...

Cet argent a aussi servi à payer les journaux, dont nous parlions la semaine dernière, du type « Lettre confidentielle des cadres supérieurs » — véritable plagiat délibéré, dans sa forme, de « La lettre de l'Expansion » — et la feuille spécial-enseignants « Liberté économique et progrès social ». Toute production réalisée par les soins du dénommé Georges Albertini, ancien collaborateur sous l'Occupation, aujourd'hui reconverti du côté des Républicains indépendants.

Dernier détail qui ne manque pas de piquant. La semaine dernière, nous avons pu prouver que ces deux feuilles avaient été financées par Lepoyvre et l'Union des industries métallurgiques et minières, grâce à un même numéro de commission paritaire. En fait, c'est le seul détail qui clochait dans cette opération, qui se voulait anonyme. Mais Lepoyvre n'a vraiment pas eu de chance. Quelques jours après la mort du président Georges Pompidou, ces messieurs trouvaient, grâce à la complaisance d'un prête-nom, un numéro de commission paritaire afin d'assurer une couverture officielle sans faille. Mais le destin est terrible : ce demi-solde patronal et journalistique décédait brutalement. Il fallut donc se resservir d'un numéro de commission paritaire déjà utilisé par l'U.i.m.m.

L'enquête est terminée. Nous n'attendons plus le communiqué de Ceyrac.

NICOLAS BRIMO

Preuve en main

Voici la preuve définitive que les journaux anti-Mitterrand ont bien été financés par le patronat et diffusés par lui. On trouvera ici les principaux passages d'une lettre envoyée à la date du 24 avril 1974 et à en-tête de l'Union patronale de la région parisienne, 34, rue de Prony, Paris 17e, tél. 924.79.78.

« Monsieur et cher collègue,

« ...Depuis 1970 nous avons participé aux actions de l'A.l.e.p.s. et vous en avez été tenu au courant.

« Notre rencontre avec les leaders de cette Association pour la liberté économique et le progrès social ont abouti à des initiatives qui méritaient d'être connues de vous.

« Sous le signe A.l.e.p.s. (n° 15), 750 000 lettres aux cadres ont été diffusées à ce jour.

« 170 000 brochures (n° 14) ont été envoyées aux instituteurs (1).

« Sous une forme « spéciale », des faits qu'il fallait rappeler ont été repris dans une publication diffusée à plusieurs millions d'exemplaires. (2)

« L'ensemble de cet effort veut rappeler l'essentiel des Libertés d'Entreprendre qu'il convient à tout prix de sauvegarder.

« L'effort que nous vous demandons autour de texte qui vous est parvenu est complémentaire de ce dispositif que vous avez souhaité ».

Suivent les formules de politesse habituelles et la signature de Maurice H. Fouquet. Ce personnage occupe le poste de délégué général de l'Union des syndicats patronaux de la région parisienne.

N. B.

1) Il s'agit là des journaux dont nous parlions la semaine dernière.

2) Le journal tiré à plusieurs millions d'exemplaires « sous une forme spéciale » semble bien être le journal saisi par décision judiciaire, « France-Matin ».

changer la vie sociale et économique

DARBOY : C'EST GAGNE !

Grâce à leur imagination et à leur combativité, les 93 travailleurs de l'imprimerie Darboy à Montreuil viennent d'obtenir satisfaction. Licenciés depuis le 1er mars, ils ont enfin reçu le paiement de leurs indemnités. Mieux : ils ont maintenant l'espoir que leur imprimerie va être rachetée et qu'ils seront réembauchés en priorité. Des négociations sont en cours à ce sujet.

Pour en arriver là, il a fallu qu'ils se battent pendant 74 jours contre un patronat bien décidé à se débarrasser d'eux. D'abord, ils ont fait la lumière sur la manière dont leur P.d.g. René Dufour et son fils faisaient disparaître les bénéfices de l'imprimerie dans une société-bidon. Ensuite, ils ont clamé sur tous les tons, et même en musique avec leur chanson, que leur entreprise devait vivre, qu'elle était rentable. Chiffres à l'appui : leur production de prospectus, brochures et affiches a doublé en 2 ans et, en 1973, le chiffre d'affaires atteignait 10 millions de francs (1 milliard d'ancien francs).

Se rendant compte que leur direction les mène en bateau, ils décident de passer à un mode d'action plus offensif : le 27 mars, ils remettent les machines en marche et reprennent la production pour leur compte. Les syndicats et les organisations de gauche leur confient immédiatement leurs travaux d'imprimerie. Pour les travailleurs, c'est la découverte du travail à leur propre cadence, sous leur entière responsabilité.

La réponse de la direction est classique : cinq d'entre eux sont assignés en justice. Malgré tout, ce patronat ne peut étouffer la volonté des ouvriers de défendre « leur » entreprise, ni la solidarité qui se manifeste de tous les côtés. Indiscutablement, ils sont prêts à tenir aussi longtemps qu'il le faudra et, pour populariser leur lutte, ils ont des idées à revendre.

Leur détermination ne faisait pas l'affaire du candidat de la droite : 74 jours de conflit, c'était tout de même gênant pour l'image de marque du champion de la concertation. Cela explique sans doute la soudaine décision du gouvernement de se pencher — enfin ! — sur le problème de ces 93 travailleurs.

BOURSE : LA COTE D'UNE GREVE

Les cotations reprennent à la Bourse de Paris, où elles étaient interrompues depuis plus d'un mois par un long conflit qui paralysait le temple du Capital.

Mardi, en effet, le personnel s'est prononcé à bulletins secrets sur les dernières propositions à quoi leurs patrons avaient enfin consenti — notamment sur la répartition des gratifications. A l'exception de la C.f.d.t. et de la C.g.c., qui chacune de son côté ont émis des réserves, les syndicats avaient reçu l'assentiment des syndicats. Mardi, cet accord a été entériné par 1 724 voix contre 1 551 et 95 bulletins blancs. Dernier épisode d'un conflit où les patrons avaient usé de manœuvres multiples.

Toutes les subtilités patronales pour faire reprendre le travail sans satisfaire les revendications avaient échoué. La dernière en date : en passant pardessus la tête des syndicats, la direction avait ainsi organisé un vote à bulletins secrets pour décider de la reprise du travail. Face à cette attitude, les syndicats ont appelé à voter contre. Le scrutin a montré que, loin de faiblir, la détermination des travailleurs était plus forte qu'au début du conflit.

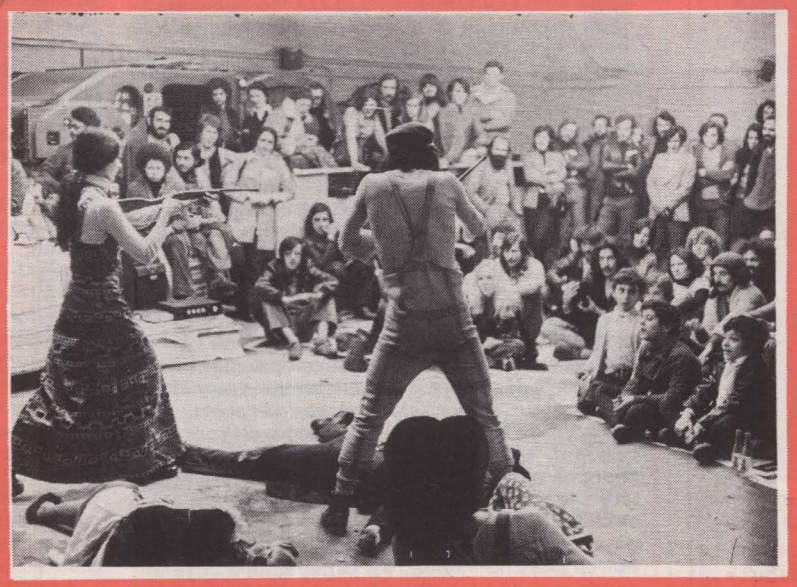
LE TRAVAIL QUI MUTILE

Le nombre d'accidents du travail diminue. On devrait pouvoir s'en réjouir. Même pas : si leur nombre baisse, leur gravité ne cesse d'augmenter. C'est ce que vient de révéler le dernier rapport statistique annuel de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

La baisse du nombre d'accidents du travail est importante : entre 1971 et 1972, pour 2,4 % de salariés cotisants de plus, le nombre d'accidents n'a progressé que de 0,9 %. Mais, si le taux d'accidents mortels sur les lieux de travail reste stable, celui des accidents sur le trajet entre l'entreprise et le domicile fait un bond considérable : 9,3 % en une seule année. Les cadences, les trajets de plus en plus longs — aujourd'hui, sur les 32 000 salariés de Renault Billancourt par exemple, 3 000 seulement habitent encore à Boulogne — et la pénibilité du travail sont loin d'être étrangers à ce record.

LA CRISE DE L'AERONAUTIQUE

La crise dans l'industrie aéronautique et spatiale demeure. Après les fermetures d'entreprises (à Châteauroux, à la Snias de Châtillon, à Courbevoie, à Brétigny entre autres) — les réductions d'effectifs aussi deviennent chose courante, tant à la Snias de Toulouse qu'à la Snecma de Bois-Colombes et de Billancourt. Les syndicats, qui dénoncent cet état de choses, s'inquiètent aussi de voir comment la promotion commerciale de leurs productions civiles (Concorde, Mercure, Airbus) est mal assurée par les pouvoirs publics. Autant de problèmes pour lesquels ils attendent des solutions précises.

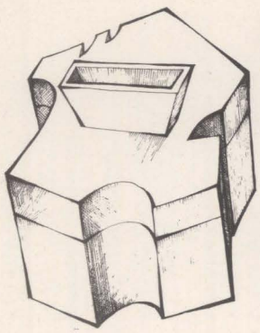


Journée « Portes ouvertes », chez Darboy.

RATEAU : VICTOIRE ET SOLIDARITE

Le 2 mai chez Rateau, le travail a repris. Une victoire incontestable des travailleurs après 90 jours de conflit. Pour marquer le coup, pour montrer que ce conflit a renforcé l'unité et la solidarité dans toutes les catégories du personnel, ils se sont présentés, tous ensemble, à l'embauche de 8 h : les horaires, les mensuels, les ouvriers, la maîtrise, les techniciens, les ingénieurs et les cadres.

Avec aigreur, la direction refuse toujours de mieux indemniser les jours d'arrêt de travail. Ce qui n'empêche pas les travailleurs d'avoir un moral excellent. Maintenant qu'ils ont réussi à faire reculer le puissant trust Alsthom, de lui faire renoncer aux 334 licenciements annoncés il y a 3 mois, ils savent que quelque chose est changé. Comme l'affirme Henri Krasucki, secrétaire de la C.g.t. « C'est une victoire remarquable, nette et de portée nationale qu'ont remportée les travailleurs de chez Rateau », dont les résultats n'ont pas fini de se faire connaître.



Atlantisme

GISCARD DE WALL STREET

11 ans d'allégeance au capitalisme américain suffisent à démolir l'image de défenseur de l'indépendance nationale que voudrait se donner Giscard.

La politique étrangère intervient peu dans la détermination du corps électoral : telle est l'affirmation traditionnelle, vérifiée au cours de beaucoup de consultations tant en France que dans d'autres pays occidentaux. Et dans la mesure où la politique étrangère se confond avec la diplomatie classique, le phénomène d'indifférence se comprend. Cependant, deux éléments des relations internationales entraînent l'intérêt populaire : lorsqu'il s'agit de la paix et de la guerre et lorsqu'il s'agit de l'économie.

Ce deuxième élément préoccupe les plus grandes masses de façon plus récente dans l'Histoire, à la suite d'une prise de conscience progressive des liens économiques étroits créés notamment par le système capitaliste entre les pays dominés par lui. Le Marché commun, les crises internationales et certains aspects de la décolonisation ont montré concrètement la dépendance des économies nationales les unes par rapport aux autres. On ne peut donc pas juger des attitudes des partis et des hommes politiques sans faire référence à leur comportement en face de ces questions.

Dans la campagne actuelle, le thème de l'indépendance nationale est souvent au centre des débats. La France appartenant, que cela plaise ou déplaise, à l'ensemble que constitue le système d'économie capitaliste, les réactions en face des exigences de ce système sont de bons tests de la conception qu'on se fait de cette indépendance nationale, en ayant toujours présent à l'esprit que ledit système est commandé par l'hégémonie du capitalisme américain et par son prolongement contemporain, la société multinationale.

Valéry Giscard d'Estaing se présente, lui aussi, comme un défenseur de l'indépendance nationale. Il a été cependant, avant le premier tour, suspecté d'atlantisme par les amis de Jacques Chaban-Delmas. Certes, le vocable couvre des aspects différents, puisque traditionnellement il concerne d'abord la défense. Mais on en voit bien le contenu économique, social et culturel. C'est un modèle de société dans les nations et pardessus les nations qui est également proposé, société dans laquelle le « leadership » américain — pour reprendre un mot cher à Richard Nixon — est reconnu en droit ou en fait. Pourquoi vouloir à tout prix confondre et mêler des moyens collectifs de sécurité avec l'obligation d'adhérer à un système unique de société ? Les exemples sont nombreux du contraire, à commencer par l'entente américano-soviétique.

Au cours des dernières années, le ministre des Finances de Georges Pompidou a évidemment officiellement souscrit à la politique étrangère de ce dernier qui, sur la lancée du général de Gaulle dans les méthodes, en faisait son domaine réservé. Dans la pratique quotidienne est apparue une sorte de répartition des taches entre le titulaire du poste de ministre des Affaires étrangères et celui du poste de ministre de l'Economie et des Finances. Le premier avait la charge des coups de poing sur la table et des effets de grogne. Michel Jobert, par tempérament sans doute, y a mieux réussi que Maurice Schumann. De son côté, l'inamovible conservateur de la rue de Rivoli offrait l'autre face de Janus, beaucoup plus conciliante. Qui pouvait le savoir, alors qu'il avait à traiter de sujets noyés dans le vocabulaire mystérieux d'une technique peu familière au grand public ?

Dans le numéro de « l'Unité » du 20 juillet 1973, nous avions déjà eu l'occasion d'analyser cette ambiguïté de la politique du régime pompidolien et de démasquer le rôle de Giscard d'Estaing. Pendant que le président de la République accumulait en France les déclarations tranchantes dans la crise monétaire internationale, le ministre des Finances pratiquait le ralliement de fait aux thèses du capitalisme américain. C'est ainsi que le 27 septembre 1972, devant l'assemblée du Fonds monétaire international réunie à New York, Giscard d'Estaing proposait une plus grande souplesse dans le fonctionnement du système monétaire international par un élargissement permanent des marges de fluctuation entre les monnaies européennes et le dollar et par des changements plus fréquents des parités. Il suggérait également que les droits de tirages spéciaux (D.t.s.) se substituent à l'or.

Nouveau reniement

Il ne s'agit pas de juger du bien-fondé de ces propositions en tant que solutions capi-

Le dernier bluff giscardien démenti

Valéry Giscard d'Estaing aime à affirmer que, s'il est élu président de la République, le développement économique de la France dépassera dans les années 1980 celui de l'Allemagne. Le ministre de l'Economie et des Finances nous a habitués à des pronostics hâtifs qui ne se sont jamais réalisés.

Cette fois, pour le contredire, il suffit de se rapporter à un texte officiel rédigé en décembre 1973. Il s'agit d'une étude comparative des potentiels de développement des deux économies française et allemande due à Henri Aujac, conseiller scientifique du président du Bureau d'information et de prévisions économiques. Ce rapport est d'ailleurs disponible depuis quelques jours à La Documentation française.

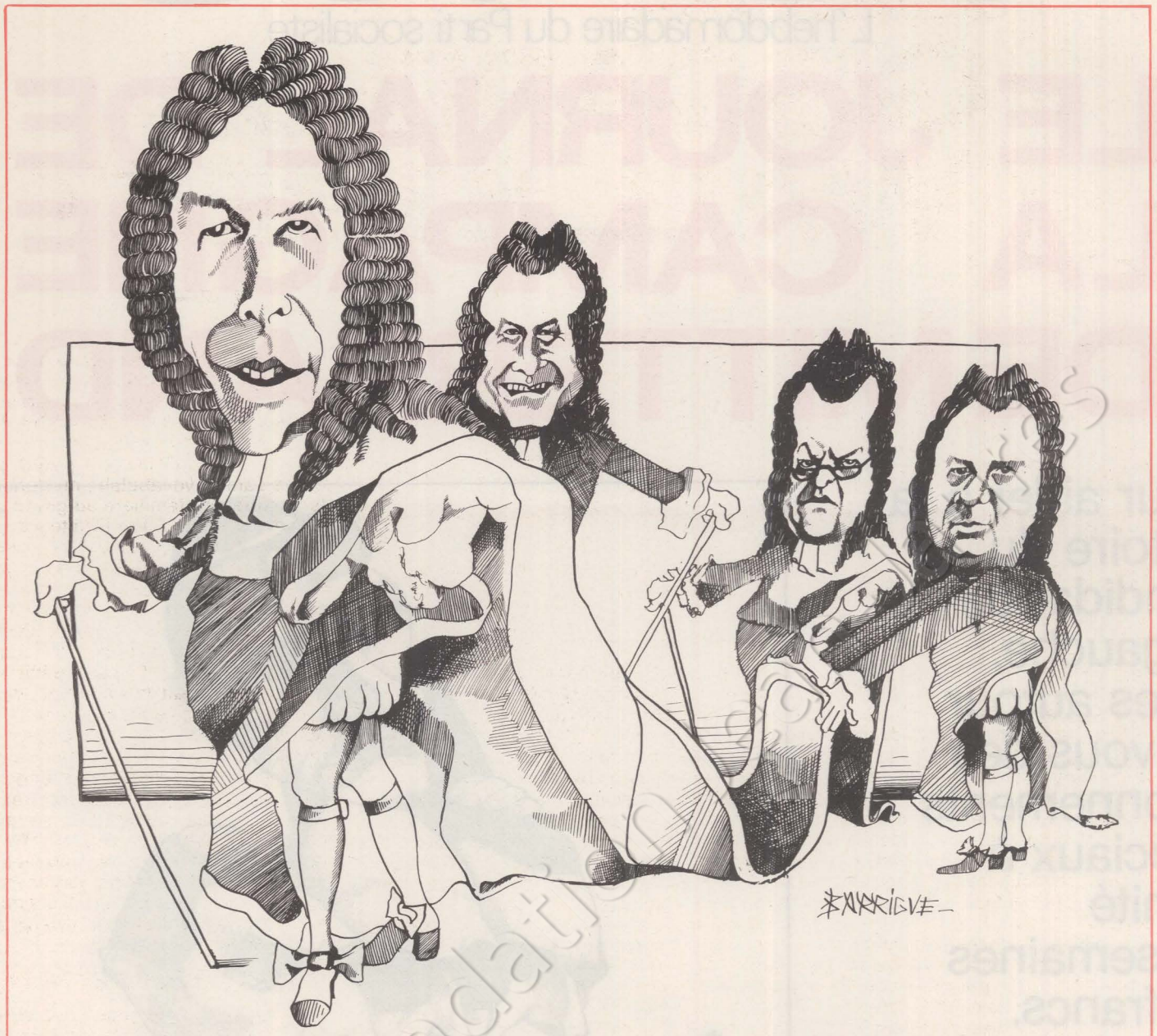
Nous citons les deux derniers paragraphes de la conclusion d'Henri Aujac. Après avoir constaté que les capacités de développement des deux pays dépendront des fluctuations monétaires, l'auteur écrit : « Malgré ces réserves, les chances de l'Allemagne nous apparaissent cependant, en fin de compte, supérieures aux chances françaises pour une raison fondamentale : le bien rare dans le monde d'aujourd'hui, celui qui assurera richesse et puissance au pays qui saura le fournir généreusement aux autres pays du monde, est la capacité d'organiser de grands ensembles industriels et commerciaux ainsi que des systèmes complexes.

« Dans ce domaine, l'Allemagne est sans conteste supérieure à la France, peut-être même supérieure aux Etats-Unis. Ses traditions sont anciennes : dès avant la Première Guerre mondiale, les entreprises allemandes avaient une organisation remarquable et leurs activités se développaient dans le cadre d'une législation sociale de pointe ; enfin, elles visaient déjà les grands marchés internationaux. Les entreprises allemandes d'aujourd'hui n'ont rien perdu de ces qualités et de plus, beaucoup des organisateurs et des cadres allemands actuels ont eu l'expérience de ces travaux pratiques gigantesques en matière d'organisation ou de réorganisation qu'ont été l'expansion industrielle d'avant-guerre et les programmes de grands travaux publics, puis la guerre elle-même avec ses énormes problèmes de production et de ravitaillement, ensuite la période de reconstruction d'après-guerre, enfin l'exceptionnelle expansion des années 60.

« L'économie allemande apparaît aujourd'hui plus riche et plus puissante que l'économie française (ceci dans une proportion notable), également plus apte à s'adapter aux besoins de l'économie mondiale ; la société allemande est capable, plus facilement que la société française, de poursuivre les évolutions nécessaires sur le plan social et politique. »

Cruel bilan pour Monsieur le ministre.

N. B.



talistes à la crise. Il s'agit de constater que le ministre des Finances adoptait en pratique les solutions retenues par le capitalisme américain. Certes la référence à l'or, qui avait été le cheval de bataille du général de Gaulle, n'avait guère de solidité. Mais l'intérêt du discours était de montrer que, pour Giscard d'Estaing, il n'y avait pas d'autre alternative qu'entre cette référence à un procédé périmé et la solution voulue par le capitalisme dominant, celui des Etats-Unis.

Un an plus tard, en septembre 1973, la conférence du Fonds monétaire international, réunie à Nairobi au Kenya, confirma le choix de Giscard d'Estaing. Après l'habituel spectacle donné à Paris d'une France tenant la dragée haute à l'hégémonisme américain, le ministre des Finances souscrivit pleinement aux thèses de son homologue américain Shultz sur un projet de réforme du système monétaire consacrant le rôle privilégié des droits de tirage spéciaux en tant qu'instrument de réserve et la flexibilité partielle des monnaies. Dans une interview accordée quelques jours plus tard au « Monde », le 4 octobre, Giscard d'Estaing affirmait qu'il n'avait jamais pensé « que l'or puisse être le point d'aboutissement de la réforme monétaire, ni qu'il puisse être le centre du futur système », ce qui laissa pantois ses interlocuteurs. Il se contentait de souligner que parmi les solutions possibles, mais non encore acquises, il souhaitait que la convertibilité des monnaies en or reste une « option ouverte ».

Répétons-le : le fond du débat sur le rôle de l'or n'est pas en cause et l'opinion des socialistes sur la valeur du métal jaune est ancienne et bien connue. Ce qui est en question est l'attitude de Giscard d'Estaing, devenant finalement à chaque fois le soutien — et avec un talent que personne ne lui conteste — des thèses du capitalisme américain.

On comprend alors mieux pourquoi, lorsqu'en janvier dernier le ministre des Finances décida — reniant une fois encore toutes ses déclarations passées — le flottement du franc, le secrétaire d'Etat américain au Trésor qualifia cette décision d'« acte réaliste » et rappela que les Etats-Unis avaient toujours maintenu que chaque pays devait garder la liberté de laisser flotter sa monnaie. Et on comprend d'autant plus cette satisfaction que la décision française portait un coup supplémentaire à l'union européenne, une union que le gouvernement américain souhaite de moins en moins. Parce que, là aussi, la conception que Giscard d'Estaing se fait de l'Europe, y compris après le ralliement de Jean Lecanuet, mérite qu'on y regarde à deux fois. L'Europe éparpillée sous les coups des intérêts capitalistes nationaux contradictoires reprendra-t-elle sa marche en avant parce que son ciment nouveau sera la soumission aux exigences du capitalisme américain ? Telle est la question que chacun est en droit de se poser devant l'attitude et la pratique du tandem Giscard-Lecanuet.

CLAUDE FUZIER

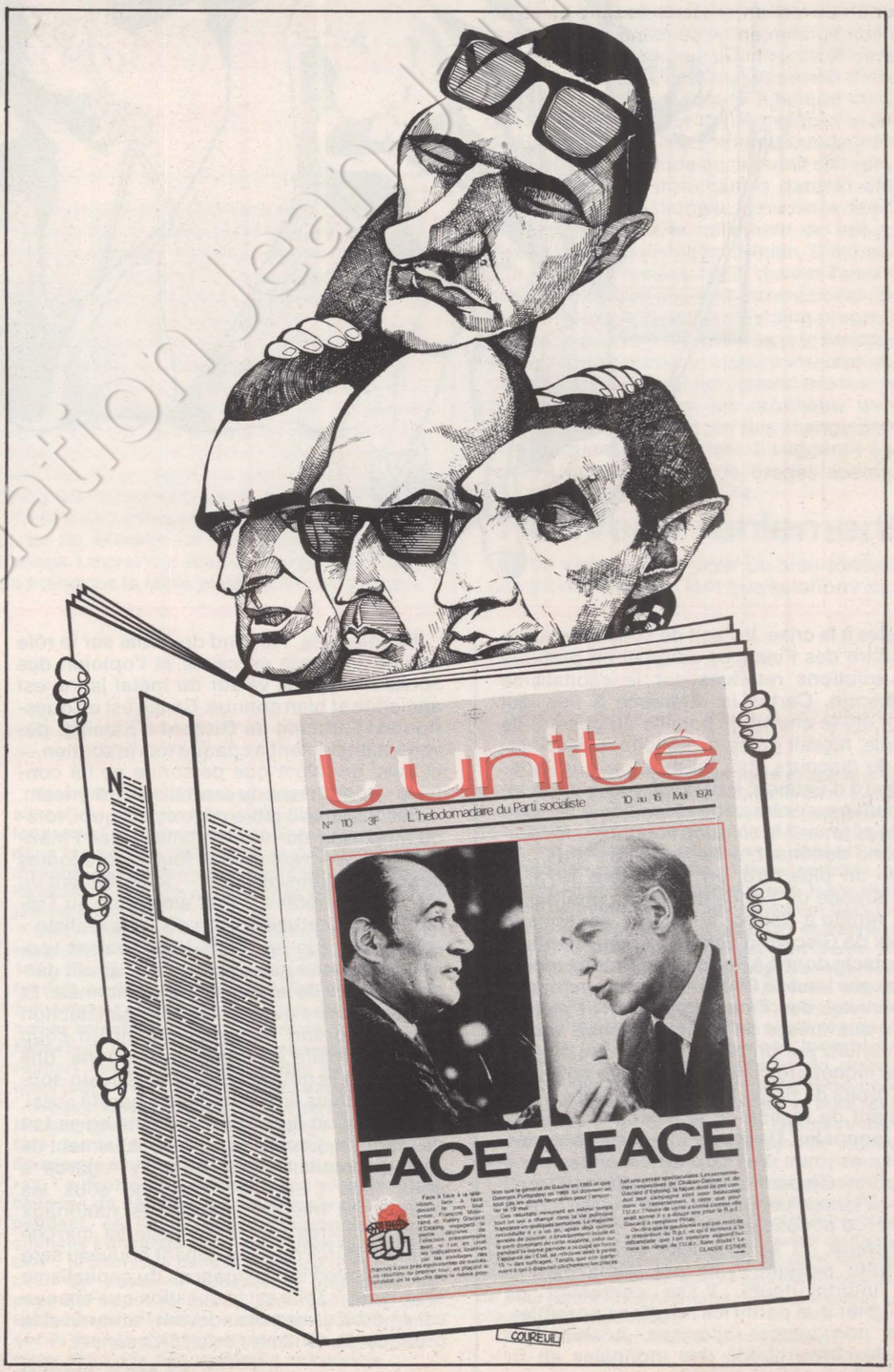


L'unité

L'hebdomadaire du Parti socialiste

LE JOURNAL DE LA CAMPAGNE DE MITTERRAND

Pour aider à la victoire du candidat de la gauche, faites autour de vous des abonnements spéciaux à l'Unité
10 semaines
20 francs.



BULLETIN
D'ABONNEMENT
SPECIAL

A RETOURNER A L'UNITE,
41 BOULEVARD MAGENTA
PARIS 10ème

Pour M., Mme, Mlle .....
.....

Demeurant .....
.....
.....

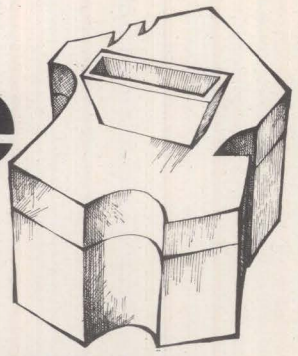
je désire souscrire un abonnement spécial de 10 semaines pour 20 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité
3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

Col. Fondation Jean Jaurès

Sicco Mansholt: "Je fais confiance à Mitterrand"



« L'UNITE » Ancien président de la Commission européenne, vous venez de faire connaître votre appui aux options européennes de François Mitterrand. Voulez-vous préciser pourquoi ?

SICCO MANSHOLT : Je ne veux pas me mêler de trop près à une campagne électorale d'un pays qui n'est pas le mien, mais, pour un Européen, il est nécessaire de donner son opinion en ce qui concerne les programmes et les hommes dans une élection aussi importante. Le temps est passé des élections purement nationales. Les décisions prises dans les domaines social, économique, financier, d'environnement, régional relèvent toutes maintenant des organismes de la Communauté européenne. Chaque élection, chaque développement politique dans l'un des pays membres intéressent toute la Communauté. Nous sommes en train de réaliser une union politique. D'une certaine façon, le nouveau président de la République française décidera aussi de la politique de mon pays.

Comme Européen, et aussi comme socialiste, je peux donc juger les candidats. Or, dans tout ce que j'ai lu et entendu pendant cette campagne électorale — et je suis depuis plusieurs jours à Paris — j'ai été particulièrement frappé par les réponses qu'avaient faites les trois principaux candidats à un questionnaire du journal « Combat » concernant l'Europe. Tous les trois, naturellement, étaient de grands Européens **(sourire)**. Tous les trois disent que l'union européenne est leur objectif, etc., etc. Je connais ça **(nouveau sourire)**. Pendant 15 années, j'ai su ce que cela voulait dire, en tant que membre de la Commission européenne.

Mais un seul des candidats — et c'était Mitterrand — avait fait des réponses claires. Les plus claires, les plus directes et les plus fortes. Notamment sur le point le plus décisif, c'est-à-dire la possibilité de faire une vraie Europe politique, sociale et économique. Et, pour cela de créer des organismes qui puissent gouverner, des organismes forts, mais qui soient contrôlés par un vrai Parlement européen, élu directement, avec de vrais pouvoirs budgétaires et législatifs.

En revanche, les réponses de Chaban-Delmas et de Giscard d'Estaing étaient négatives, comme avaient été négatives dans le passé les réponses de Pompidou, qui n'avait pas voulu définir l'union européenne ni préciser si le Parlement devait être élu. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing ont dirigé ou fait partie des gouvernements qui ont, dans le passé, bloqué le développement de l'Europe politique. Ils en ont la co-responsabilité.

Dans une élection comme celle-ci, on ne peut donc pas se déclarer partisan d'une véritable Europe politique si, pendant des années, on a fait partie de gouvernements qui ont bloqué celle-ci. Il faut être franc et clair dans une campagne électorale, sinon, si on ne se réfère pas à ce qui a été fait dans le passé, les promesses que l'on fait ce sont des mots, du bla-bla-bla. Aussi je n'accorde



Sicco Mansholt.

aucune confiance à Giscard d'Estaing ni à Chaban-Delmas.

Par contre, François Mitterrand veut une Europe démocratique, avec des institutions fortes. On dira qu'il est allié au Parti communiste et que dans le passé les communistes n'étaient pas chauds pour l'Europe. Mais j'ai depuis longtemps déjà le sentiment que les communistes se sont mis à respecter l'Europe, qu'ils ont une nouvelle attitude. Au Parlement européen, je peux vous dire que, par exemple, les représentants communistes italiens sont parmi les meilleurs membres du Parlement, constructifs et de premier ordre. J'ai les meilleurs rapports avec eux et j'ai le plus grand respect pour eux. On ne peut plus dire, après leur conférence à Bruxelles ce printemps, que les communistes ne veulent pas de l'Europe.

La réponse de Mitterrand m'a donné la conviction qu'il peut vraiment jouer la carte de l'Europe. Lorsqu'il dit qu'une fois élu président, il rassemblera les leaders politiques de chaque Etat pour une conférence sur l'Europe, ce sera une carte importante. D'autant que la France aura la présidence du Conseil pour une demi-année. Mitterrand pourra alors réunir à Paris le sommet européen et proposer de faire l'Europe sociale, économique et monétaire. Mitterrand a dit en premier : « sociale » et ça, c'est très important. L'Europe sociale, c'est l'Europe que nous voulons faire. Jusqu'à présent a existé l'Europe des entreprises, l'Europe du business, l'Europe des marchands ; il n'y a rien d'humain dans cette Europe-là. Mitterrand peut faire l'Europe humaine, l'Europe socialiste. C'est pour cette raison que j'ai le grand espoir qu'il gagne cette élection.

— Outre l'Europe, y a-t-il d'autres raisons à votre appui à François Mitterrand ? Je veux dire en tant que socialiste, et en tant qu'auteur de thèses remarquées sur le triple problème de la croissance, de la pollution et des inégalités.

— Je l'ai dit à plusieurs reprises : la société que nous avons devant nous, ce sera la société socialiste. Nous sommes à la fin de l'époque capitaliste. La limite des ressources de notre Terre — en tenant compte que notre matière grise peut développer de nouvelles possibilités — c'est pour moi la cinquième dimension (après les trois dimensions traditionnelles et la quatrième : le temps). Dans les 20 prochaines années, l'explosion démographique aura fait que nos enfants vivront dans une société de 6 ou 7 milliards d'hommes, le double d'aujourd'hui : un tiers de riches et deux tiers de pauvres. Or, une première catastrophe peut se produire par manque de production alimentaire et cela peut survenir dans les 10 années à venir. Depuis trois ans déjà, il n'y a plus de réserves alimentaires et la situation est critique.

Quant à l'énergie, il y a encore de grandes possibilités, mais nous ne savons pas grand chose des possibilités dans le domaine de la production de l'énergie nucléaire. Or, notre type actuel de croissance exige de doubler tous les 14 ans la quantité d'énergie à produire. Quantité tellement considérable que nous — c'est-à-dire les écologistes, mais aussi les hommes politiques, les scientifiques...— en venons à dire : ce n'est plus possible. Même si nous en avons la possibilité technique, ce serait une faute fondamentale de se laisser entraîner dans un processus où les techniciens décident. C'est aux responsables politiques de dire quel est le développement possible, même si le progrès technique permet aujourd'hui d'arriver à une production de l'énergie presque sans limite.

Les techniciens nous disent : nous pouvons maîtriser le danger de la pollution radioactive, même avec le plutonium. Nous devons savoir qu'un kilo de plutonium, et ce n'est pas beaucoup, supprimera toute vie

et demain ?

la deuxième internationale

depuis la mort lente de la 1re Internationale (1875) et la constitution en 1889 de la 2e Internationale au Congrès de Paris jusqu'à l'union sacrée de 1914 : tous les mouvements socialistes d'Europe, Etats-Unis, Japon, Moyen-Orient et Empire Britannique.
Un panorama complet, 674 pages, 48 hors-texte, index, par 9 auteurs sous la direction de J. Droz.

histoire générale du socialisme

Tome 2 : 1875-1914 - 130 F
déjà paru :
Tome 1 : des origines à 1875 120 F
Tome 3 : de 1919 à nos jours (en préparation)

les premières réalisations socialistes

130 millions d'hommes vivant 8 expériences différentes d'une même "philo-économie".
Socialisme et géographie du bloc européen, 26 hors-texte, 11 figures et cartes, 56 statistiques.

l'europe socialiste

par A. Blanc - 59 F

SYNERGIE

puf

La dynamique unitaire en marche

→ sur le globe une fois libéré. Quel danger ! Qui peut dire qu'il y aura toujours stabilité politique dans le monde pour maîtriser tout cela, toute cette machinerie d'une technicité très délicate ?

Partout nous constatons alors que cette croissance économique n'est plus possible. Et n'est pas souhaitable. Je ne parle pas seulement du point de vue de la pollution des mers, de l'air, etc. Mais nous constatons que le développement va trop vite et nous ne pouvons plus le maîtriser. Notre société est en crise parce qu'elle connaît une croissance exponentielle. Seule une société où n'existera pas cette croissance exponentielle peut nous donner la possibilité de survivre. Alors, un politicien peut se demander ce que cela signifie, une société sans croissance, et le traduire sur le plan politique. Quand Mitterrand dit que l'arrêt brutal de la croissance frappe directement les plus défavorisés, il a tout à fait raison. Il faut arriver, me semble-t-il, à une croissance zéro sur le plan économique compensée par une croissance très grande dans le domaine social, dans le domaine de la culture, dans le domaine du loisir, dans le domaine humain, c'est-à-dire d'une meilleure qualité de la vie. Et cela pour tout le monde, dans une société de pleine égalité.

Bien sûr, il y a toujours dans le monde la nécessité d'une croissance matérielle. Du Pakistan à l'Amérique du Sud en passant par l'Afrique, les deux tiers de l'humanité exigent toujours une croissance économique pour arriver simplement à une vie humaine. Mais notre société occidentale ne peut survivre que par la stabilisation de la croissance (même s'il y est encore nécessaire de modifier des secteurs comme le logement, par exemple). A la condition de ne pas le faire de façon brutale, abrupte : il y faudra sans doute l'espace d'une génération. Et à condition aussi de ne pas demander à ceux qui ont peu d'accepter la non-croissance. Cela veut dire que pour moi, socialiste, la politique à instaurer est celle de l'égalité des chances. Dans une société capitaliste, où le profit est la base de la production et où la consommation matérielle est tirée vers son maximum pour le seul bien des intérêts des entreprises capitalistes, on ne peut jamais arriver à cela. Car cette société est fondée sur la différence des classes, l'inégalité y est le moteur de la production pour le profit.

La stabilisation de la croissance est seulement possible dans une société socialiste, dont tous les membres sont égaux et dont tous les membres accèdent à la responsabilité. C'est-à-dire pas seulement tous les 4 ou 5 ans, à l'occasion d'une élection — les décisions étant prises dans l'intervalle par les managers ou la bureaucratie. Il faut que chacun se sente responsable pour tout le monde.

Cela veut dire l'autogestion. Dans tous les domaines : les hôpitaux, l'école, les transports... Mais surtout dans les entreprises où doit être transféré le pouvoir : le pouvoir de gestion, le pouvoir de décision sur le financement et le développement, etc. Il faut, pour cela, donner au travailleur des connaissances qui ne sont pas celles liées directement à son travail, mais celles qui lui permettent de comprendre comment son entreprise peut être gérée. C'est au capital d'être au service des travailleurs, et non l'inverse. Voilà qui doit modifier considérablement la société. Ainsi seulement est possible la non-croissance et le contrôle du futur.

En France maintenant se joue une grande chance pour le socialisme, mais la France fait partie d'un tout et c'est donc un programme européen qu'il faut pour une action socialiste allant très loin afin de construire une société socialiste. C'est dans cet esprit que je suis aujourd'hui à Paris, afin d'y rencontrer François Mitterrand, que j'espère voir devenir Président.

(Propos recueillis par SERGE RICHARD)

Un bon bout de vie

Les retraités sont parfois plus dangereux que les actifs. Parce qu'ils peuvent enfin faire ou dire selon leur véritable envie, sans avoir à se soucier des obligations de la profession ou des contraintes de la société. Sicco Mansholt vient d'en donner un bon exemple avec une suite d'entretiens publiée sous le titre « La crise » (Stock, collection Les grands leaders).

Mansholt... Pour la majorité des Français, un rapport d'autant plus célèbre qu'il annonçait la disparition d'une certaine forme du monde agricole. Un nom qui réapparut lors du référendum raté sur l'Europe telle que la concevait Georges Pompidou. En fait, rien de plus dans la grande opinion qui fait les réputations, et beaucoup de préjugés où d'idées fausses dans les milieux où l'on se pique d'avoir la tête politique.

Donc, une chance de mieux connaître ce Mansholt-là. Et peut-être aussi de ne pas le connaître du tout. Parce que ce livre, qui est à la fois un bilan, une conclusion et un commencement, ne peut pas entièrement servir d'illustration à une vie exemplaire. Sicco Mansholt n'écrit ni des mémoires, ni un justificatif. Tout au plus montre-t-il que l'humour néerlandais vaut bien l'anglais lorsqu'il s'agit de raconter des souvenirs.

Sur l'Europe, la croissance et le socialisme, le produit d'une expérience avec des conclusions d'une franchise brutale. L'Europe ? Elle n'est plus que l'affaire des masses. La croissance ? Il en faut un autre modèle. Le socialisme ? « J'étais un socialiste modéré », dit Mansholt, mais aujourd'hui « je refuse de poursuivre la moindre collaboration avec le capitalisme ».

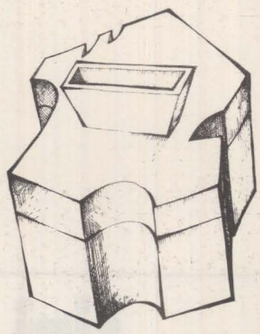
Un bon bout de vie pour en arriver là, à l'heure où l'âge en conduit tant d'autres à la prudence, au compromis et au scepticisme. On peut ne pas partager toutes les propositions de Sicco Mansholt. On ne peut pas nier que les questions qu'il se pose ne pourront pas être longtemps encore esquivées.

C. F.

ODEON
THEATRE NATIONAL
THÉATRE NATIONAL POPULAIRE TNP
TOLLER
scènes d'une révolution Allemande
de Tankred DORST
m. en sce. : Patrice CHEREAU

LA DYNAMIQUE UNITAIRE EN MARCHE

Syndicats



Candidat de toute la gauche, François Mitterrand a pu compter, dès le début de la campagne électorale, sur le soutien des deux grandes organisations syndicales françaises, la C.g.t. et la C.f.d.t. ainsi que de celui de la Fen. Il a aussi trouvé de larges appuis au sein de Force ouvrière comme, par exemple, celui de 90 % des cadres de la Fédération F.o. des P.t.t.

La mobilisation de la C.g.t. et de la C.f.d.t., chacune menant sa propre campagne, était déjà un événement sans précédent. Aujourd'hui, un nouveau pas est franchi. La C.g.t. et la C.f.d.t. vont encore plus loin : dès le lendemain du premier tour, les deux centrales annoncent que c'est désormais ensemble qu'elles entendent contribuer à la victoire de François Mitterrand. Le communiqué publié le soir du 6 mai, signé par les deux confédérations et présenté à la presse par Edmond Maire et Georges Séguy assis côte à côte, fera date dans l'histoire du mouvement syndical français : « La C.f.d.t. et la C.g.t. mettront tout en œuvre, dans l'intérêt des travailleurs et du pays, pour ouvrir la voie, avec la victoire du candidat de toute la gauche, au progrès social et à l'extension des droits des travailleurs et des libertés ».

C'est la première fois que les deux centrales associent officiellement leurs efforts pour soutenir un candidat à l'élection présidentielle. Pour la première fois aussi, depuis le début de la campagne, la centrale de la rue Lafayette n'appelle plus à voter pour « le candidat du programme commun ». Et pour la première fois, les cédétistes oublient de rappeler que le candidat doit être aussi celui des forces autogestionnaires. Passant outre à leurs divergences, C.g.t. et C.f.d.t. disent ensemble : « Tous ceux qui vivent de leur travail doivent se rassembler pour élire un président de la République qui ne soit pas un homme seul, mais le candidat de l'union de toutes les forces populaires : François Mitterrand... Dans le prolongement de notre action syndicale, ensemble, le 19 mai, écartons la droite réactionnaire de la présidence de la République, assurons la victoire de François Mitterrand qui porte les espérances du monde du travail. »

Les prolongements nécessaires

C'est bien une nouvelle étape dans le soutien que les deux confédérations ouvrières apportent au candidat de la gauche. Et elles n'entendent pas en rester là. Tout de suite, Georges Séguy précise : « Cet appel n'a pas seulement de la valeur par le fait qu'il est commun et qu'il existe. Il est valable pour toutes nos organisations et à tous les niveaux : nos militants vont le diffuser dans les entreprises, et lui assurer tous les prolongements nécessaires pour convaincre les salariés. Par exemple, il y aura sûrement des meetings unitaires dans les entreprises. » Et, approuvé par Edmond Maire, le leader de la C.g.t. annonce dans la foulée que « si les partis politiques pensent que les syndicats peuvent contribuer à la campagne, la C.f.d.t. et la C.g.t. sont d'accord. A condition bien sûr qu'on ne leur demande pas d'outrepasser leurs prérogatives syndicales ». En d'autres termes : des meetings unitaires rassemblant partis de gauche et syndicats sont loin d'être exclus, et une déclaration commune syndicats-partis pourrait bien être rédigée ces prochains jours... Autant d'initiatives qui peuvent redonner un deuxième souffle à la campagne, réconforter les militants trop optimistes déçus par les 43,5 % du candidat de la gauche, ou les adhérents écœurés par des pertes de voix imprévisibles dans certaines régions.



James Marangé, Benoit Frachon, Edmond Maire et Georges Séguy, au meeting du Premier Mai, à La Courneuve.

L'analyse des résultats du premier tour a certes pesé lourd dans la décision des deux centrales de se battre ensemble, et aux côtés des partis politiques. C.g.t. et C.f.d.t. portent en effet le même jugement sur le scrutin du 5 mai : les résultats sont bons, mais ils auraient pu être meilleurs. C'est ce qu'exprime André Berteloot, secrétaire de la C.g.t. : « Un résultat positif, même si nous avions espéré un petit peu plus. Nous avons néanmoins le sentiment qu'il a manqué quelques voix qui auraient dû se porter sur François Mitterrand. Ce qui n'enlève rien au fait que l'assise pour une victoire au 2e tour est solide, parce que le nombre de voix obtenues par François Mitterrand est globalement supérieur à celui obtenu en 1973, malgré certaines faiblesses que nous approfondirons, et qui doivent pouvoir être rectifiées à l'occasion du 2e tour. Nous comptons sur les efforts que nous allons demander à nos militants pour opérer ces rectifications. »

A la C.f.d.t. aussi, on constate ces faiblesses. Une des raisons de ces zones de fléchissement est donnée par Michel Rolant, secrétaire national de la C.f.d.t. : « La dynamique unitaire n'a pas assez joué ». Et Edmond Maire explique pourquoi l'accord interconfédéral lui semble essentiel : « Dans la première partie de la bataille politique, nous avons considéré qu'il était important d'être bien compris des travailleurs de nos organisations, tout en restant dans l'union la plus large. Mais cet aspect d'union n'a peut-être pas été assez présent. Aujourd'hui la dynamique unitaire doit encore gagner du terrain. C'est pourquoi nos deux organisations ont décidé d'apparaître unies dans cette bataille commune, comme elles le sont souvent dans la bataille syndicale. »

Zones de fléchissement

Ces craintes des difficultés à convaincre les travailleurs en menant deux campagnes distinctes, certains dirigeants syndicaux les avaient déjà exprimées avant le 5 mai. Et les premiers jours de mai ont été une période fort active, où les rencontres n'ont pas manqué entre les responsables syndicaux. Dès le vendredi 3 mai, la C.f.d.t. entretient la C.g.t. de son souhait : nous aimerions, disent en substance les cédétistes, que la deuxième phase de la campagne soit plus unitaire et plus active. Le lundi 6 au matin, la C.g.t. répond en proposant une rencontre. Elle a lieu l'après-midi même, rue Montholon. Georges Séguy et Edmond Maire discutent pendant une heure et demie, et annoncent en sortant leur décision de jeter ensemble leurs troupes dans la bataille.

Comment mèneront-ils ce deuxième →

fini le tourisme aseptisé!

grandes vacances vous propose LE VOYAGE VERITE

DIETRI

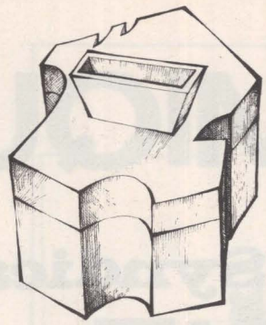
Cuisine «internationale»... Grand hôtel «climatisé»... Spectacle folklorique et boîte de nuit : folklo, zozo, dodo, «le tourisme de masse» reflète en vacances le terrible «métro, boulot, dodo»... comme si les hommes avaient peur de leur liberté !

GRANDES VACANCES vous propose le «voyage vérité»... une découverte totale : un dépaysement réel, un contact humain.

LA TURQUIE des routes inconnues
1 mois Paris-Paris en Jet . . . . . . **1650 F**
L'EGYPTE 6000 ans du Caire à Assouan
2 semaines Paris-Paris en Jet . . . **1650 F**
LE MEXIQUE votre voiture... au Yucatan !
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2350 F**
LE PEROU et l'Amazonie si ça vous tente !
3 semaines Paris-Paris en jet . . . **3950 F**
ARGENTINE-PARAGUAY-BRESIL
1 mois Paris-Paris en jet . . . . . . **3970 F**
LE SENEGAL en «taxi-brousse»
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2350 F**
LE NIGER en pirogue
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2090 F**
LE MALI vivre au pays Dogon
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2400 F**
L'AFGHANISTAN la piste de Genghis Khan
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2850 F**
BALI en mobylette
1 mois Paris-Paris en Jet . . . . . . **3400 F**
MAROC sur les canyons du GRAND ERG
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **2300 F**
JAPON lotus et vingt et unième siècle !
1 mois Paris-Paris en Jet . . . . . . **2550 F**
TURQUIE-IRAK-IRAN et Persepolis
3 semaines Paris-Paris en Jet . . . **3650 F**

GRANDES VACANCES

1 rue du Louvre Paris 1er 260.34.35
Pour recevoir une documentation gratuite, retournez ce bon à : Grandes Vacances, 1 rue du Louvre Paris 1er. Lic 736 A
Nom .....
Adresse .....
..... Ex.29.4.U.



La dynamique unitaire en marche

round ? Rolant l'explique : « La bataille entre les deux tours doit se mener sur trois fronts. D'abord, contre l'anticommunisme. Ensuite, nous porterons nos efforts sur la dénonciation en commun de la mystification Giscard. Enfin, nous voulons donner à cette campagne une allure un peu plus populaire. » En fait, les syndicats vont concentrer leurs attaques sur Giscard d'Estaing. « Nous pensons, dit Séguy, que des travailleurs ont voté contre leurs intérêts, ou se sont abstenus. Nous voulons leur faire comprendre qu'il n'y a pas d'autres moyens que le choix de la gauche pour faire changer les choses dans leur intérêt. Nous voulons leur faire comprendre que Giscard propose la même charrette, avec les mêmes chevaux de retour et avec la seule différence que lui se transporterait de la rue de Rivoli à l'Elysée, et laisserait à l'Hôtel Matignon un Messmer IV. »

Opinion partagée d'ailleurs par la Fédération de l'Education nationale, qui demeure fidèle à sa tradition d'indépendance syndicale mais constate cependant que l'arrivée de Giscard au pouvoir serait une catastrophe pour les travailleurs. « C'est à lui que les organisations syndicales de fonctionnaires se sont heurtées au premier chef, accuse James Marangé, secrétaire de la Fen. Dans toutes les négociations salariales depuis 1969, leur principal adversaire a toujours été le ministre de l'Economie et des Finances, plus encore que le Premier ministre. Nos adhérents de l'Education nationale savent bien aussi que Giscard — il l'a dit lui-même — est partisan du développement de l'enseignement privé. Et dès le 6 mai au matin nous avons dit que, pour tous les adhérents de la Fen, le ministre de l'Economie et des Finances ne saurait ouvrir les perspectives auxquelles nous aspirons. Nos adhérents sauront mettre leurs actes de citoyens en accord avec leurs choix syndicaux. »

Tous les syndicats sont bien d'accord là-dessus : l'arrivée de Giscard au pouvoir ne peut rien apporter aux travailleurs. Bien au contraire.

Berteloot : « Ce sera la même politique qui continuera. Les travailleurs continueront à payer l'inflation, la crise, etc. Il n'y a aucun doute là-dessus. De plus, avec Giscard et Lecanuet, c'est la droite classique qui reprend le pouvoir et élimine l'U.d.r. Il suffit de connaître l'homme, son mépris des travailleurs et des organisations syndicales, pour savoir qu'on ne peut s'attendre à des cadeaux gratuits. Par la force des choses, les luttes repartiront et s'amplifieront, car les questions se poseront concrètement sur le terrain. Et nous ne serons pas les derniers à mobiliser les travailleurs et à organiser leur action. »

Rolant : « Avec Giscard l'inflation va continuer à galoper. Il maniera en même temps la carotte et le bâton. Et de toute façon, la situation sera telle que les salariés n'auront d'autre solution que de se battre. Ce ne sera pas une vengeance politique, mais ils y seront forcés par la dégradation du pouvoir d'achat, par la crise de l'emploi. Toutes les conditions seront alors réunies pour une grande bataille, soit tout de suite, soit à la rentrée de septembre. L'été sera chaud. »

Marangé : « Connaissant son opposition de principe à toute négociation avec les salariés, y compris avec « ses » salariés, on peut dire qu'il y aura des troubles si Giscard est élu, et en particulier dans nos secteurs où des problèmes urgents doivent être réglés. »

C'est donc sur la victoire du candidat de la gauche que les syndicats fondent tous leurs espoirs. Sans aller jusque-là, André Bergeron (F.o.), à qui la tradition de son organisation interdit de prendre parti, reconnaît : « Il est certain qu'il faudra désormais gouverner autrement. Le Parlement devra de nouveau jouer son indispensable rôle de contrôle du pouvoir exécutif, car sans ce contrôle il n'est pas de démocratie véritable. » Et il ajoute : « Si François Mitterrand est élu, il devra faire face à une situation très difficile d'ordre intérieur et international. Les organisations F.o. n'agiront pas par conséquent en démagogue. Elles ne l'ont pas fait par le passé, elles ne le feront pas davantage. Nous serons des partenaires loyaux. Mais nous resterons fidèles à une politique que nous croyons juste et qui doit reposer, selon nous, sur le respect de la liberté, sur des négociations de salaires et de conditions de travail dans le cadre des conventions collectives. »

Les dirigeants des autres centrales disent, eux, franchement qu'ils attendent beaucoup de la victoire de François Mitterrand. Ils expliquent aussi comment réagiront les militants de leurs organisations.

Marangé : « Si Mitterrand est élu, on ne va pas venir en disant : il nous faut tout, tout de suite. Ce que nous voulons, c'est une véritable concertation pour établir les priorités. Les grandes options définies par François Mitterrand sur les objectifs à atteindre et les moyens à employer (la concertation) satisfont la Fen. Nous ne lui demandons pas d'engagement sur le détail ; cela c'est l'objet de la négociation. Les propositions du candidat de la gauche conduisent à penser que le climat social peut se développer dans l'intérêt bien compris des travailleurs en cas de victoire de Mitterrand. Les choses se présentent bien ! »

Rolant : « Tout devrait se passer dans les meilleures conditions possibles. Si Mitterrand est élu, il y aura un enthousiasme populaire assez considérable. Mais je ne crois pas qu'il y aura pour autant de graves débordements. Les travailleurs sont raisonnables et ils peuvent être joyeux d'une victoire sans que ce soit le désordre dans la production ou l'anarchie dans les rues. Nous mettons l'accent sur un programme de revendications minimum (Smic, retraites, allocations familiales) et sur les droits nouveaux que les travailleurs doivent acquérir à cette occasion. En fait, dans l'hypothèse Giscard, les travailleurs se heurteront à un mur. Tandis que, dans l'hypothèse Mitterrand, la négociation est offerte. Toute la différence est là. »

MICHELE BACKMANN

LA RETRAITE DE BRANDT

Willy Brandt n'est plus chancelier de l'Allemagne fédérale. Après avoir conduit le Parti social-démocrate à une extraordinaire victoire électorale, après avoir obtenu le prix Nobel de la paix pour avoir réconcilié l'Allemagne et les pays de l'Est, faisant reculer pour longtemps les risques d'un conflit inter-européen provoqué par l'esprit de revanche, après avoir consolidé l'économie allemande et avoir contribué à faire de son pays celui de la monnaie forte, des hauts salaires et de l'expansion, l'ancien militant antinazi s'en va, épuisé par tant de combats. Car les choses ne marchaient pas toujours bien dans le pays de la prospérité.

La goutte d'eau a sans doute été un incident secondaire, un de ces incidents qui aurait laissé Richard Nixon de marbre. Le 24 avril dernier, la police arrêtait un des collaborateurs du chancelier pour espionnage au profit de l'Allemagne de l'Est. Social-démocrate « de droite », Günter Guillaume s'était réfugié à l'Ouest en 1956 et avec l'appui de Georg Leber, actuel ministre de la Defénse, était — depuis les élections de 1972 et le remaniement ministériel qui les avait suivies — chef du cabinet de Willy Brandt. L'inculpé a reconnu les faits et a avoué être capitaine de l'armée est-allemande et fonctionnaire du ministère de la Sécurité de la R.d.a.

L'opposition chrétienne-démocrate a immédiatement demandé la démission du Chancelier. Sans doute ne l'aurait-elle pas obtenue si d'autres éléments ne s'étaient ajoutés à la pesante fatigue de Brandt. La situation de la coalition s'est en effet sérieusement détériorée depuis quelques mois et le Parti social-démocrate a subi dans des élections régionales, comme à Hambourg, des échecs électoraux cuisants, perdant jusqu'à 10 % de son électorat.

L'heureux effet des initiatives dans le domaine de la politique étrangère s'est atténué, non seulement par l'éloignement dans le temps, mais également par les difficultés rencontrées pour ce qu'on appelle la « normalisation » des relations, notamment avec la Pologne et l'Allemagne de l'Est. Dans son dernier message de Nouvel An, Willy Brandt avait reconnu l'existence de ces difficultés, qui portent principalement sur le statut de Berlin-Ouest. Certes les conversations techniques se poursuivent entre les deux pays et des accords partiels ont été récemment encore élaborés. Mais, sur l'essentiel, on piétine. Du côté polonais, le climat s'est dégradé à la suite d'une revendication nouvelle de Varsovie sur les dédommagements demandés à l'Allemagne fédérale pour les Polonais victimes du nazisme. La presse polonaise a élevé le ton. Le voyage que le chef du gouvernement, Anton Gierek, devait faire à Bonn n'est plus aussi sûr.



Mais ce sont les questions de politique intérieure qui ont contribué le plus à détériorer la situation, ainsi que le confirment les sondages sur la popularité de la coalition et du Chancelier. Au début de l'année, l'Allemagne avait eu à supporter une vague de grèves, notamment dans les services publics, qui avait nui à la réputation du gouvernement et dégradé les relations avec les syndicats. D'autre part, le compromis préparé par l'équipe au pouvoir pour augmenter les pouvoirs des syndicats dans le cadre de la cogestion n'avait pas fait l'unanimité. Bien entendu, le patronat est contre, mais à l'intérieur même de la D.g.b., la grande centrale syndicale, des critiques ont été présentées par ceux qui jugent que le projet ne va pas assez loin. Enfin, à l'intérieur du Parti social-démocrate, l'aile gauche et les Jusos ont repris leur offensive, qui s'alimente des reculs électoraux et qui reproche au gouvernement sa passivité en matière sociale.

Il n'est pas jusque dans le centre et la droite du parti que des grincements se produisent, à la suite de la décision prise de ne pas présenter de candidat à la présidence de la République. C'est le 15 mai prochain que le Parlement aura à élire le successeur du président Heinemann. Le Parti social-démocrate a décidé de soutenir la candidature de Walter Scheel, l'actuel ministre des Affaires étrangères et leader du Parti libéral, compagnon fidèle au sein de la coalition. Ce qui n'a pas été du goût de tout le monde. Helmut Schmidt, vice-président du S.p.d. et actuel ministre des Finances, qui va succéder à Brandt à la Chancellerie, devra tenir compte de cette situation difficile.

Willy Brandt a choisi de se retirer, estimant qu'il n'était plus qualifié pour diriger et le parti et le pays. Son sens de la dignité et du respect qu'on doit à la démocratie explique son geste. Il n'est pas homme à s'accrocher au pouvoir envers et contre tout. Son honnêteté n'est mise en cause par personne, ni ses talents. De quoi faire rêver un Américain moyen.

C. F.

UN TELEGRAMME DE FRANCOIS MITTERRAND AU S.P.D.

François Mitterrand a adressé mardi le télégramme suivant à la Direction du S.P.D. :

« Apprenant la démission du chancellier Brandt, je tiens à vous exprimer mes sentiments personnels de sympathie et d'amicale solidarité.

« Tout ce qui affecte aujourd'hui la République Fédérale Allemande, partenaire essentielle de la France dans le renforcement de la détente et de la coopération en Europe, ne peut nous laisser indifférent.

« Je rends hommage à mon ami Willy Brandt qui vient de donner une grande leçon de dignité en résiliant librement ses fonctions et en montrant de façon exemplaire l'extrême scrupule d'un homme d'Etat socialiste unanimement respecté. »

LISBONNE LA ROUGE

De nos envoyés spéciaux

« Je suis docker, je viens m'inscrire au Parti socialiste ». L'homme est taillé en armoire, il passe difficilement le seuil du petit appartement qui sert de siège provisoire au P.S. portugais. Un jeune intellectuel élégant se précipite sur les cartes d'adhésion qu'il fait remplir avec orgueil au nouveau venu.

L'état-major du Parti socialiste, ce jour-là, est réuni pour discuter des discours et des mots d'ordre. Mario Soares rend compte de sa dernière entrevue avec la junte, du voyage qu'il va entreprendre en Europe. Dans les couloirs, on dit qu'il sera ministre des Affaires étrangères et qu'Alvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste portugais, sera ministre du Travail.

C'est la joie : après des dizaines d'années de persécutions, la gauche sort de la clandestinité et de l'exil pour accéder directement au gouvernement. Ce n'est pas un cadeau, mais un droit gagné par de longues luttes. Une arme qu'elle va devoir manier avec prudence et décision dans une situation difficile.

Le principal bénéficiaire apparent du coup d'Etat du 25 avril est dans la rue : le peuple de Lisbonne. Il est tout à son bonheur, à l'ivresse de la victoire et de la liberté. Soldats et marins sont de la fête. Personne n'oubliera ce qui s'est passé ce 1er mai 1974 et c'est une donnée politique importante. « J'avais honte d'être militaire, m'a dit un capitaine, c'est pourquoi j'ai appuyé le Mouvement des forces armées. Depuis, tout est différent, je suis fier. Mes hommes n'oublieront pas les œillets rouges. Encore moins le baiser des filles, les danses échevelées, les larmes de bonheur. Il serait difficile aujourd'hui de les faire tirer sur la foule qui les a tant choyés. »

Déjà les discours du Premier Mai prononcés dans un stade coloré où le rouge dominait montraient le sérieux du moment. « Le fascisme a disparu, c'est aujourd'hui que nous l'avons vaincu par la force de ce rassemblement, dit Soarès. Mais les forces socio-économiques qui lui ont permis de nous opprimer sont intactes : c'est la structure socio-économique du capitalisme. » Il est encore plus unanimement applaudi quand il crie : « Fin à la guerre coloniale ! »

Un parti jeune

L'ensemble de cette foule qui a envahi les rues de Lisbonne, qui klaxonne et chante à se rendre sourd, n'est pas très politisée. Elle crie plus volontiers « Vive le général Spinola ! » qu'elle ne réclame le droit de grève ou l'épuration des éléments fascistes dans les usines et dans les administrations. Elle tente de s'informer. « J'ai 46 ans (le fascisme avait deux ans, eût dit Victor Hugo), je ne sais rien sur la politique, dit un lecteur du journal « Republica ». Je veux savoir qui sont les maoïstes et ce que veulent les monarchistes. Je veux pouvoir discuter avec nos fils, il faut que je m'informe ». Comme lui des milliers de Portugais s'adressent aux partis, aux journaux, aux syndicats, « pour qu'on les aide à comprendre ».

Le Premier Mai continue, sous d'autres formes. Ce n'est plus la fête, mais le bouillonnement. Dans les cafés, chacun lit le journal et le commente. Dans la rue, ce sont des discussions sans fin. Des réunions sur les lieux de travail. En même temps qu'il lit, le Portugais agit. Des maisons, des mairies, des usines, des syndicats fascistes, des bureaux sont « pris ». Les tenants de l'ancien régime sont chassés, les anciennes directions remplacées par des « commissions provisoires » élues par les travailleurs.

« Le fascisme copiait le système italien s'appuyant sur le corporatisme et la division des travailleurs. En 1973, on comptait 358 syndicats, tous horizontaux, jamais verticaux. » Notre interlocuteur est membre de la commission provisoire du Syndicat des employés de bureau de Lisbonne. Premier objectif, pour lui : créer une intersyndicale qui permette des actions plus cohérentes. Son syndicat était divisé en 27 mini-syndicats qui, dans certains cas, ne comptaient pas plus d'une centaine de membres. Il s'agit donc d'une modification des structures syndicales qui peut aller très loin. Certains se prononcent contre les permanents, un grand nombre souhaitent que les délégués soient révocables à tout moment. Tout se décide en assemblée générale.

Les travailleurs étant tous syndiqués dans cette profession, une réunion de l'ensemble des syndicats équivaut donc à une réunion de l'ensemble des travailleurs. Dans les usines, des commissions de direction sont créées, que contrôlent les syndicats. La junte en a freiné l'éclosion, notamment dans certains groupes sidérurgiques, dont il ne



Azambuja, le 1er mai 1974.

Les petites maisons blanches d'Azambuja s'alignent au pied de l'église à parements gris, à 45 km en amont de Lisbonne. A l'écart du Tage, à l'écart de l'Histoire.

Le fascisme, ici, était très ordinaire. Il rassurait les quelques familles de propriétaires fonciers dont les demeures entourent la place du village. La dernière grève d'ouvriers agricoles remontait à 1955. Depuis dix ans, deux usines de montage automobile avaient fixé autour d'Azambuja quelques centaines d'ouvriers et fait surgir un quartier neuf. Depuis trois ou quatre ans, il y avait bien eu, dans ces usines, de petites grèves sur le tas, mais si discrètes...

Quant à la fabrique de concentré de tomates, elle avait su prendre en main les petits paysans subsistant dans la vallée du Tage, entre les rizières, et les asservir par des contrats de métayage que chacun trouvait bien durs.

En apparence, le monde moderne, la télévision, les motos, avaient pénétré sur la pointe des pieds dans ce gros bourg de 4 000 âmes que les gendarmes, installés entre les nouvelles H.l.m., n'avaient même pas à surveiller. La double saignée de la guerre coloniale et de l'émigration économique semblait avoir renforcé plus qu'ébranlé cette torpeur qui séduit et agace un peu les touristes venus du nord.

Le fascisme salazarien, étouffant la violence et les cris, avait — croyait-on — dépolitisé le pays et fait taire les mécontents. Rien n'arriverait plus à Azambuja.

Le 25 avril, rien n'est arrivé. Le 27, les marins de Santarem sont venus chercher les deux informateurs de la Pide dont chacun connaissait l'activité. A peine une ride. Mais, le 28, une cinquantaine d'habitants du village, portant des œillets rouges et quelques banderoles, allèrent chanter « La Portugaise », l'hymne républicain, sous les fenêtres de Felipe de Lima. Un vieux monsieur à moitié paralysé dont le père, un maçon républicain, avait été élu après 1910, contre les notables, président de la municipalité d'Azambuja. C'est chez lui — mais qui le savait, hors du village ? — qu'on allait écouter la radio clandestine ; c'est lui dont le gendre avait été arrêté et torturé à la suite d'un de ces soulèvements, étouffés aussitôt qu'ébauchés, qui ponctuèrent les 50 ans « sans histoires » du fascisme portugais. C'est lui dont la fille et le gendre

Dans Lisbonne, rouge des millions d'œillets de la liberté, les Portugais veulent rattraper 50 ans de retard. Peut-être même prendront-ils de l'avance...





faut pas oublier que le général Spinola est encore administrateur. Des tensions surgissent.

Dans les administrations publiques, comme dans les entreprises privées — mais pas dans les syndicats — la junte envoie des représentants. « Leur mission est d'informer les travailleurs du programme du Mouvement des forces armées et de veiller à son accomplissement ; il s'agit de « conseiller » les travailleurs », nous confie un colonel d'aviation. Dans certaines entreprises, les employés dépendent des cadres fascistes...

Problèmes graves, mais qui permettent peut-être de mieux comprendre l'importance de ce gigantesque mouvement des travailleurs portugais. Encore flou et hésitant, mais qui pourrait se radicaliser très vite. « L'élan spontané des masses pourrait nous poser des problèmes, dit un sympathisant du Parti communiste. Nous pensons qu'il faut avancer dans le calme ».

Cinquante années de fascisme, cela laisse des séquelles. Le défilé du Premier Mai à Moscou montré pour la première fois à la télévision ne peut d'un coup effacer les effets d'une terrible propagande anticommuniste. Pour le moment, les militants du P.c. ne se déclarent pas. Ils travaillent dans le Mouvement démocratique portugais, ancien lieu de ralliement de l'opposition à Caetano, presque exclusivement contrôlé par eux. Ils entendent le conserver pour accueillir tous ceux à qui le communisme fait encore peur, ceux qui ne veulent pas entrer dans un parti mais qui, comme disait un passant l'autre jour, « aiment le socialisme ». Bien des gens ont été surpris de voir que Cunhal n'avait pas de couteau entre les dents, qu'il disait des choses justes et qu'il chantait l'hymne national. →

étaient actifs à Lisbonne, où ils étaient rentrés depuis peu après 10 ans d'exil.

A ces derniers, tout naturellement, les gens d'Azambuja demandèrent le 30 avril de venir présider le meeting du Premier Mai. Ainsi, pour les « dépolitisés » du Portugal, cette fête avait donc un sens ? Il fallait que le sentiment de l'oppression soit descendu bien profond dans les consciences pour que ce qui a été célébré ce jour-là, à Azambuja comme à Lisbonne, ait été spontanément répété des milliers de fois, au même moment, dans tous les villages portugais. « Larmes et douleur de 50 ans sans Premier Mai », rappelaient l'après-midi, sur un calicot, des marins à Lisbonne. « Viva a liberdade », a-t-on hurlé le matin même à Azambuja.

Descendus de voiture devant la maison de leur père, Fernanda de Lima et son mari sont entourés d'une vingtaine de jeunes, filles et garçons fleuris d'œillets rouges, qui les entraînent dans la rue étroite descendant vers l'église en scandant « O povo unido jamais sera vencido » (« Le peuple uni jamais ne sera vaincu »). Au débouché sur le parvis, c'est le choc : la place en contrebas est noire de monde, à tous les balcons qui l'entourent sont suspendus draps brodés et tentures des jours de fête, la foule reprend le slogan, des pétards éclatent au-dessus d'elle, la fanfare locale joue l'hymne républicain qu'on entend à peine. Appuyé contre le pilori du XVIe siècle, au centre de la place, un ouvrier, pétrissant son casque de motard, pleure. Des femmes en noir, qui tremblent d'émotion, agitent des drapeaux portugais. Les marins dont ces démocrates néophytes avaient sollicité le concours sont perdus dans la foule, pleurant avec elle. Arriverait-il quelque chose à Azambuja ?

Présidente improvisée de ce meeting étrange, la sœur du curé demande au micro un peu de calme et Fernanda de Lima parle, parle aux paysans et ouvriers de son village, au nom de son père, de son grand-père qui déjà, il y a plus de 60 ans, avait appelé à l'union pour la liberté. Que peut-on dire, un Premier Mai de libération, à des gens qui se réveillent d'une longue occupation, et qui montrent aujourd'hui à quel point leur dignité était blessée, même et surtout quand ils n'agissaient pas ?

Le Portugal s'est réveillé, bien vivant. Antonio Lopes-Cardoso, mari de Fernanda, militant socialiste comme elle, l'affirme maintenant au micro. Il réclame la fin de la guerre coloniale et proclame avec force : « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ». L'ovation populaire couvre sa voix. Il appelle à ses côtés, pour saluer l'union des forces armées et des travailleurs, le lieutenant de vaisseau venu de Santarem. Et l'officier de marine grisonnant déclare, bouleversé, qu'il « confie la liberté au peuple d'Azambuja ».

« Puisque tous les habitants du village ne sont pas venus à nous, nous irons vers eux », crie un jeune homme. Et le défilé emplit l'une après l'autre toutes les rues du village, avançant au rythme vif du chant républicain, scandant l'affirmation mille fois répétée : « Le peuple uni jamais ne sera vaincu ». Des femmes en noir qui ont déployé aux fenêtres des courtepointes de couleur vive applaudissent ou hurlent aussi. Dans les quartiers neufs, à la lisière des oliviers, la foule marque un arrêt pour chanter l'hymne républicain devant la gendarmerie dont les deux occupants, immobiles, l'œillet rouge au revers, saluent le peuple. Le défilé repart vers le centre ; dans les jardinets des villas, des couples âgés coupent fébrilement leurs roses, même en boutons, et les lancent à la foule dans un élan de joie évident auquel les larmes donnent une gravité supplémentaire. Pas de drapeaux rouges, mais des drapeaux portugais, une banderole proclamant : « Le Portugal compte sur vous, non pas avec une arme mais avec une rose dans la main ».

Pas de poings levés, mais le V de la victoire et un sentiment presque tangible de communion dans la liberté. La foule revient dans l'ordre jusque devant la maison de Felipe de Lima, que l'on a sorti sur sa chaise et qui, ruisselant de larmes, s'efforce de lever le bras pour le salut de la victoire.

Le 1er mai 1974, Azambuja n'a pas fêté la victoire de la classe ouvrière ni célébré ses luttes. Si l'appel au socialisme a été parfois scandé à Lisbonne, si quelques travailleurs d'un village comme Azambuja ont su crier : « Vive la classe ouvrière ! », ce qu'a célébré avec ferveur l'immense masse de la population, c'est la liberté et la dignité retrouvées.

D. et M. GERVAIS

UN MESSAGE DE MARIO SOARES AUX SOCIALISTES

Je souhaite de tout mon cœur la victoire de François Mitterrand au second tour des élections présidentielles françaises. Ici, nous sommes engagés dans un processus historique très intéressant, nous allons transformer notre pays, le démocratiser, assurer la décolonisation rapide de l'Angola, du Mozambique, et de la Guinée, entrer dans l'Europe. Nous comptons sur une France démocratique, progressiste, et si cette France avait à sa tête François Mitterrand, dont je suis un admirateur et un ami personnel, ce serait pour moi une grande joie.

MARIO SOARES
Secrétaire général du Parti socialiste portugais.

Lisbonne, le 1er mai 1974

LISBONNE LA ROUGE

→

Le Parti socialiste, lui, est jeune (un an et demi), sans implantation profonde au Portugal, et pourtant appelé à jouer un rôle considérable dans les mois qui viennent. Jouant à fond l'unité de la gauche, il souhaite, comme le P.c., s'inscrire dans une dynamique à la française, dont il attend beaucoup.

Former politiquement

La gauche semble pleine de ferveur, mais il est difficile de sortir de 50 ans de clandestinité et de division. L'inexpérience du Parti socialiste et l'anticommunisme poseront de sérieux problèmes. A droite, par contre, le passé n'existe plus. Avec armes et bagages, les « libéraux » de Caetano passent à la révolution. Les industriels ont peur de l'évolution des rapports de forces dans les usines, mais ils se réjouissent de la disparition du carcan fasciste qui empêchait l'intégration européenne et freinait le développement capitaliste. Ils se retrouvent aujourd'hui dans le parti de centre-gauche ou dans le parti démocrate-chrétien. Personne ne veut plus être à droite. Il faut être le plus loin possible du fascisme... surtout quand on en vient. « J'ai été blessé par les attaques dont je suis l'objet », nous dit un haut fonctionnaire de Caetano maintenu dans ses fonctions par la junte. Ce qui n'est pas exceptionnel. « J'étais la mauvaise conscience du Premier ministre et ma position est plus cohérente que celle des opportunistes. Il faut respecter les hommes. Des dizaines de personnes sont à la rue, sans travail, dans une situation dramatique. » Un tel personnage n'est pas sévère pour ses anciens collègues. Pourtant, le problème de « l'assainissement » est grave. Acceptable par tous dans le cadre de l'unité antifasciste, il sera le baromètre de qui dirige le gouvernement. Le centre est trop compromis pour se frapper lui-même. La gauche semble hésiter à en faire un cheval de bataille, sauf si la masse l'y poussait. Seuls les capitaines semblent décidés.

Comme partout, l'armée, c'est l'inconnue, mais au Portugal plus encore qu'ailleurs. Rien ne se fera sans le Mouvement des forces armées, mais nul ne sait ce qui peut advenir de ce mouvement. Huit personnes ont contribué à sa création, voici presque un an. Il s'agissait au départ d'éviter d'être les boucs émissaires d'une défaite militaire, d'obtenir une amélioration morale et matérielle de la situation du militaire. Aujourd'hui, il va beaucoup plus loin. « Nous sommes pour l'élimination des officiers fascistes au niveau de l'unité constituée en Assemblée. « Cette position n'est pas majoritaire, mais elle existe. Les officiers du Mouvement des forces armées sont, dans leur majorité, politiquement peu formés. Certains secrètement à gauche, mais pas tous. Peu connaissent l'exemple péruvien. Il est difficile de savoir vers quoi ils tendent. Deux choses sont claires pour eux : ils mettent en place des structures explosives et ils se méfient des officiers supérieurs — certaines nominations proposées par Spinola ont été refusées par le Mouvement.

L'objectif impérieux, c'est le retour de la démocratie. Une démocratie libérale où les extrêmes n'auront pas leur place, mais où chacun pourra s'exprimer. Pendant un an, le peuple se formera. Ensuite, il choisira. Le Mouvement est décidé à respecter le verdict populaire, même « si les communistes l'emportent ». Le peuple, la gauche, la droite, le Mouvement des forces armées sont les acteurs principaux. Après 50 ans d'arrêt, l'Histoire semble vouloir, en quelques mois, rattraper le temps perdu.

Reste le problème colonial. C'est de là que tout est parti. Le général Gomez parle de poursuite des combats et de paix des braves, mais ici le ton est différent. Les officiers attendent le verdict du peuple portugais sur le droit à l'autodétermination. Des contacts ont déjà été pris avec les mouvements de libération nationaux. Tout le monde veut la fin de la guerre, mais les officiers supérieurs intégrationnistes ne se sont pas évanouis pour autant. Spinola lui-même chercherait une solution de compromis, de type néo-colonial. L'Afrique du Sud et les Blancs de l'Angola et du Mozambique veulent une indépendance « à la rhodésienne », au cas où le peuple du Portugal rejetterait ses colonies. Les capitaines, dans une telle hypothèse, se déclarent tranquillement « prêts à intervenir militairement pour que soit respecté la volonté populaire : nous n'avons pas pris le pouvoir pour le donner aux colons et aux intérêts qu'ils représentent. »

Le 1er mai, jour de l'antifascisme, toutes les mains levées faisaient le V de la victoire. Mais bientôt les problèmes vont surgir et les poings commencent à se fermer. On ne peut pas savoir quand les coups seront échangés. Pas immédiatement, sans doute. Mais ici l'Histoire semble procéder par à-coups : l'accélération sera considérable. En quelques mois, le Portugal veut rattraper 50 ans de retard. Peut-être même prendra-t-il de l'avance ?

MAURICE FABIEN

SI VOUS AVEZ ENVIE D'EXERCER

UNE ACTIVITE INTERESSANTE, VARIEE LAISSANT PLACE A L'INITIATIVE

TOUT EN DIFFUSANT UNE SERIE D'OUVRAGES HORS COMMERCE

DIRECTEMENT EN RAPPORT AVEC VOS IDEES POLITIQUES

QUE VOUS SOYEZ DEJA

REPRESENTANT (TE)
OU QUE VOUS N'AYEZ JAMAIS EXERCE CETTE PROFESSION

VENEZ NOUS VOIR OU ECRIVEZ-NOUS

EDITIONS MARTINSART
72, boulevard de Sébastopol
4ème étage
75003 PARIS

IL VOUS SERA OFFERT

UNE SITUATION IMPORTANTE

(Fixe + frais + tous avantages sociaux)

Formation continue et promotion assurées pour l'avenir

POSTES A POURVOIR DANS TOUTE LA FRANCE



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

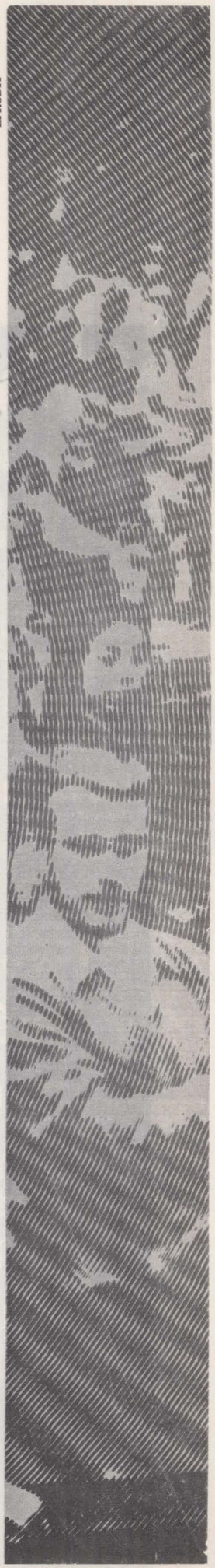
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



ROBERT LAFFONT

Enfin paru

"Aussi follement riche, aussi passionnant que Les Vingt ans du Roi"

Pierre Viansson-Ponté

Le vent d'Amérique

1778/1782

Tome II de la grande fresque historique de

CLAUDE MANCERON

Les hommes de la liberté.

Atelier Critique

UN CHOIX CULTUREL

par François Mitterrand

Pour échapper à la loi du marché, il faut faire de la culture un service public au même titre que l'école ou les transports.

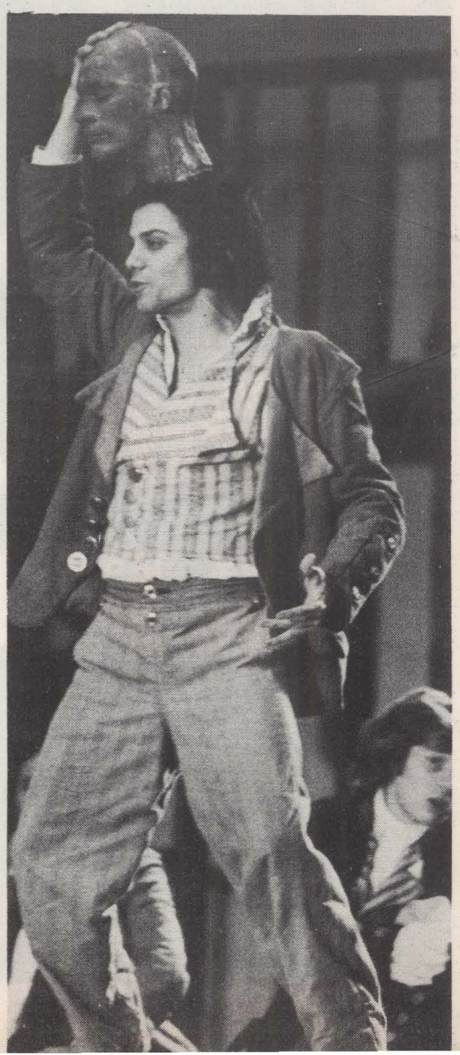
Dans son intervention au meeting-spectacle du 30 avril, François Mitterrand a tenu à mettre l'accent sur deux points particulièrement importants : une utilisation démocratique des mass media et la rénovation de l'école. Il complète et précise ici les grandes orientations qui définissent le choix culturel de la gauche.

Une évidence s'impose à mes yeux : la libération culturelle passe par la libération économique. Il est vain d'attendre d'une société dominée par la recherche du profit maximum un développement culturel correspondant aux vœux des hommes et des femmes de notre pays. Cette société a besoin de spécialistes dociles et non pas de citoyens cultivés. Il faut donc en finir avec un système qui prive les individus du temps de vivre, disloque les communautés et soumet tout le secteur culturel aux exigences de la rentabilité. Il est déjà clair, à ce niveau, que l'action à entreprendre en matière culturelle est étroitement liée à notre action dans les domaines politique et économique.

De cette liaison, les exemples abondent. J'ai déjà eu l'occasion d'en citer quelques uns. J'ai indiqué ce que nous comptions faire pour que le cinéma, art populaire par excellence, ne soit plus un instrument de domination aux mains d'une minorité : développer son enseignement, aider la recherche fondamentale, transformer le régime de la production et de l'exploitation. Je pourrais dire la même chose du théâtre et de l'animation culturelle en général. La décentralisation dramatique, amorcée bien avant l'arrivée de M. Malraux au ministère, marque aujourd'hui le pas. Pourquoi ? Parce que le Pouvoir se méfie des créateurs originaux, parce qu'il redoute à juste titre les effets d'une action culturelle visant à former des hommes responsables, mais aussi parce que l'octroi des subventions est subordonné au taux de fréquentation dans les salles, c'est-à-dire au seul critère du succès. Un autre exemple est celui du statut des créateurs. Il est bien clair que le droit à la liberté d'expression serait une promesse vaine si nous ne permettons pas aux hommes de culture de travailler, comme tous les autres travailleurs, dans des conditions décentes. Ce problème avait été déjà posé par Jean Zay en 1936. Il n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire. Les groupes socialiste et communiste ont déposé une proposition de loi pour assurer aux écrivains la protection sociale qu'ils réclament depuis longtemps. Le gouvernement a riposté en annonçant un projet de loi. Mais ce projet, nous l'attendons toujours — et ce qui est vrai des écrivains l'est aussi des peintres, des sculpteurs, des musiciens, des architectes.

C'est dire que si nous voulons lutter contre la tendance de plus en plus pressante à imposer la loi du marché dans un domaine qui, par définition, lui échappe, il faudra faire de la culture un véritable service public, au

« 1973 », par le Théâtre du Soleil.





Une coopérative d'artistes préparant les calicots pour le meeting-spectacle.

même titre que l'école ou les transports.

Certes, le problème n'est pas simple, et les données varient selon les secteurs. Mais le soutien spontané que j'ai reçu, depuis trois semaines, de la part de nombreuses organisations me permet de penser que nous n'aurons pas de peine à trouver les solutions. La culture, aujourd'hui, dans son immense majorité, est à gauche, et les créateurs ne se contentent pas de signer des appels : ils multiplient les propositions concrètes. Dans un entretien publié ici-même (1), des spécialistes particulièrement qualifiés de l'action culturelle ont lancé des idées auxquelles je souscris complètement : elles correspondent aux options déjà définies par l'équipe de coordination culturelle qui travaille à mes côtés dans la campagne. C'est avec eux, et avec tous leurs camarades, que nous devrons agir pour opérer les changements nécessaires.

Mais cela suppose, évidemment, que la gauche ait un projet culturel cohérent. Je dirai, pour aller vite, que nous nous faisons de la culture une conception à la fois globale, active, diversifiée et responsable.

Une conception **globale,** d'abord, dans le champ qu'elle recouvre. Il est temps de réagir contre la vieille notion des « arts et lettres », de comprendre que tous les problèmes qui se posent à notre société, qu'il s'agisse de l'école, de la recherche scientifique, du cadre de vie, de la condition féminine, des relations humaines à l'intérieur de la famille, de l'entreprise ou du quartier, ont une dimension culturelle. Mais globale, aussi, dans son public. La classe dominante a confisqué à son profit la « culture » traditionnelle — qui l'intéresse, d'ailleurs, de moins en moins — laissant à tous les autres une culture dite de masse qui n'en est que le sous-produit lénifiant et abâtardi. Notre tâche, qui ne se réalisera pas en un jour, sera de renverser ce mouvement et d'aller vers une culture de tous, pour tous et par tous.

Les institutions actuelles représentent, à cet égard, un énorme réservoir d'énergies, de bonnes volontés et d'imagination inemployées. Il n'est donc pas question d'y renoncer. Mais nous substituerons au ministère des Affaires culturelles, version moderne de l'ancien secrétariat aux Beaux-Arts, un véritable ministère de l'Action culturelle, qui disposera de moyens à la mesure de ses missions et qui assurera enfin une coordination effective avec les autres administrations intéressées. Est-il normal que les bibliothèques dépendent de l'Education nationale, que les Maisons des jeunes et de la culture dépendent de la Jeunesse et des Sports ? Que des troupes officiellement subventionnées se voient refuser l'accès des écoles ou des lycées ? Ne pourrait-on profiter du service militaire pour entreprendre une action de formation en profondeur auprès des recrues ? Peut-on admettre que l'O.r.t.f., qui est aujourd'hui, pour des millions de Français, le principal instrument de culture, ne soit pas directement associé à l'action culturelle de l'Etat ? A l'intérieur même du ministère, il faudra revoir les méthodes de gestion, trop centralisées, et la répartition des crédits. Un exemple scandaleux et significatif : les comédiens du Théâtre du Soleil, à qui nous devons ces admirables spectacles populaires, « 1789 » et « 1793 », sont aujourd'hui contraints de demander aux spectateurs eux-mêmes de subventionner leur prochain programme, alors que l'on n'hésite pas à financer, dans certains théâtres officiels, des mises en scène ruineuses.

Une culture **active,** ensuite. J'entends, par ce mot, une culture qui aille au-delà de l'indispensable diffusion des œuvres et utilise les techniques les plus diverses pour provoquer une prise de conscience des solidarités collectives, susciter la réflexion critique, et finalement former des hommes capables de changement. Comme l'ont remarqué avant moi de nombreux animateurs, le théâtre n'est pas forcément le moyen privilégié de cette action. Et quand on parle théâtre, il ne faut pas oublier les formes de travail collectif qui, depuis 1968 surtout, ont été l'occasion, pour un public jusque-là réduit à la passivité, d'accéder pour la première fois à l'expression. Rendre le pouvoir au peuple, c'est aussi lui rendre le pouvoir d'inventer, d'imaginer, de rêver.

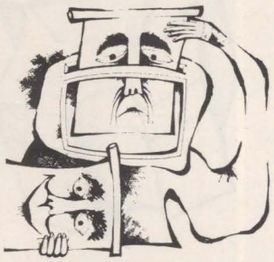
J'imagine donc l'action culturelle comme une sorte de circuit continu allant de l'animateur à l'utilisateur et inversement, combinant l'effort des professionnels et les initiatives venues de la base. Il faut que le peuple contribue peu à peu à former ses propres formateurs.

Une action **diversifiée** : ai-je besoin de rappeler que la gauche au pouvoir n'entend nullement imposer d'en haut une culture officielle qui masque et étouffe la culture ouvrière, les cultures locales et régionales ? Le grand ministère que nous envisageons devra lui-même se considérer essentiellement comme un animateur, chargé d'assurer, par une planification décentralisée, le financement pluri-annuel des opérations, de répondre aux demandes et d'arbitrer entre elles. Aux opérations de prestige, nous préférerons les équipements légers et multiples. Nous serons des hommes qui écoutent plutôt que des hommes qui professent. Nous respecterons au maximum les diversités qui font la richesse de notre patrimoine et nous tenterons de bâtir progressivement, sur cette base, et avec la collaboration de tous, une culture nouvelle dont nul ne peut prétendre, aujourd'hui, dessiner à l'avance les formes.

Enfin, et ce qualificatif résume tous les autres, une culture **responsable.** L'action culturelle ne peut se substituer à l'action politique puisqu'elle suppose des changements économiques profonds. Elle ne doit pas être non plus un « supplément d'âme » destiné à rendre tolérables la ségrégation et les injustices actuelles. C'est pourquoi je la vois liée de toutes les manières à la transformation de l'ordre social lui-même. Les deux mouvements ne sont ni concurrents ni identiques : ils se complètent. On discute beaucoup, depuis quelque temps, sur l'« autogestion ». Le fait que se soient rassemblés, autour de ma candidature, des hommes et des organisations qui s'en réclament, et d'autres qui ne manient le mot qu'avec prudence, est significatif. Quel que soit le contenu que l'on donne à ce mot, il me paraît clair qu'une autogestion réelle suppose un grand essor culturel et, à son tour, favorisera des formes d'expression et de relations nouvelles. Il s'agit d'arriver progressivement à une société où chacun trouvera sa place et exercera, en pleine connaissance de cause, sa responsabilité. A la crise actuelle de la culture, la réponse ne peut venir que du socialisme. Tel est, aussi, le sens du choix que la gauche propose au pays.

(1) « L'Unité » du 3 mai 1974.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 10 MAI

Mitterrand-Giscard d'Estaing, le grand débat du 2e tour (20 h 30, ch. 1 et 2).

SAMEDI 11

Un roman de Chamson — adapté par Jean-Louis Bory — dans les Cévennes de 1815 : « L'auberge de l'abîme » (20 h 30, ch. 1).

Sur le thème de l'intolérance, un spectacle de « café-théâtre » du T.o.p. : « Voltaire's Follies » (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 12

Rugby : Narbonne - Béziers (14 h 30, ch. 1).

Deux films quelconques sauvés par l'interprétation, à voir pour Orson Welles (« Jane Eyre », 17 h 05, ch. 1) et pour Gene Kelly - Sinatra - Bing Crosby - Armstrong (« Haute société », 20 h 45, ch. 1).

Malgré l'opacité du scénario, un film fameux ouvrant le cycle John Huston de Ciné-club : « Le faucon maltais » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 13

Campagne électorale à l'O.r.t.f. (13 h et 20 h 35, ch. 1 et 2).

Fausse histoire d'espionnage et vraie comédie sophistiquée à la Stanley Donen : « Arabesque » (21 h 15, ch. 3).

Regard sur la société marchande : « Le bonheur d'être une image », de Frémontier — si toutefois l'O.r.t.f. ne repousse pas une deuxième fois sine die cette chronique anticonformiste (22 h, ch. 2).

MERCREDI 15

Campagne électorale (13 h et 20 h 35, ch. 1 et 2).

Football : finale de la Coupe d'Europe Bayern Munich — Atletico de Madrid (21 h 10, ch. 2).

Pour le cinéma : interviews d'avant le festival de Cannes (22 h, ch. 1).

JEUDI 16

Campagne électorale (13 h et 20 h 35, ch. 1 et 2).

« Le dingue du palace », le délirant film de Jerry Lewis, suivi d'un portrait-débat de l'auteur (21 h 10, ch. 1).

Les Kurdes d'Irak, au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).



Livres

ROMANS

*** Yves Courrière : Le roman des Hauts de Saint-Jean (Fayard).**

Le Pouvoir, la presse, l'argent et l'amour. Une satire des mœurs politiques de « la Cinquième ».

*** Lydia Tchoukovskaïa : La plongée (Calman-Lévy).**

Moscou des années 30. Les horreurs de la terreur stalinienne.

POLICIERS

*** Andrew York : Tueur en Médoc (Hachette-Littérature).**

Le dernier paru de la collection Thrillers. Les amateurs prisent particulièrement cette nouvelle série.

CINEMA

*** Jean Renoir : Ecrits, 1926-1971 (Belfond).**

Chacun connaît Renoir cinéaste. Mais il y a aussi Renoir conteur, polémiste et écrivain.

SOCIETE

*** Louis-Jean Calvet : Linguistique et colonialisme (Payot).**

Il existe un « impérialiste linguistique » qui a la peau dure...

*** Evelyne Sullerot et Michèle Saltiel : Les crèches (Hachette-Littérature).**

Les équipements d'accueil pour la petite enfance et les problèmes qu'ils posent.

*** Correspondance de Marie et Irène Curie (Editeurs français réunis).**

Un témoignage scientifique important.



Cinéma

*** Jean-Louis Bertucelli : On s'est trompé d'histoire d'amour.**

Les histoires d'amour, ce n'est pas ce que l'on croit, ni ce que l'on nous montre au cinéma ou dans les romans roses. On flirte avec inconscience, on couche avec maladresse, on attend un enfant, on régularise... Voilà les tourtereaux godiches embarqués dans un train-train terne, triste, morne avec des salaires dérisoires. Et puis, il y a « la Sécu », kafkaïenne. L'hôpital, inhumain. L'avortement, réservé aux riches. Bien vu. Mais l'analyse économique et sociale est un peu courte. Et ici les poncifs noient le propos.

*** Charles Jarrot : Les horizons perdus.**

Adapté d'un roman de James Hilton déjà porté à l'écran par Frank Capra en 1937, une aventure qui plonge les rescapés d'un accident d'avion dans un paradis. Mais le spectacle est miteux, sucré et lourd.

*** Gérard Calderon : La grande Paulette.**

Un couple sans histoire, muré dans sa solitude, achète une poupée gonflable pour échanger un peu de tendresse et d'affection. Audacieux et loufoque.

*** Léo Garen : Hex.**

Une bande de motocyclistes hippies et arrogants (surprenant mélange) se heurte aux maléfices d'une jeune sorcière en venant taquiner deux nymphettes isolées dans une ferme.

*** Johannes Schaaf : Trotta.**

Après la défaite de l'Autriche-Hongrie en 1916, un jeune aristocrate voit sa famille, ses idéaux et sa fortune s'écrouler. Luchino Visconti, sur de tels sujets, a su, lui, ne pas nous laisser indifférents.

*** John Milius : Dillinger.**

Les mémoires d'un caïd de la police qui retrace avec des volutes de sang comment il a décimé la bande de Dillinger, ainsi que plusieurs autres figures mythiques de la pègre. John Milius, ancien scénariste de Huston et Pollack, s'affirme comme le nouveau réalisateur fasciste d'Hollywood.

*** Jean-Claude Brialy : Un amour de pluie.**

Au cours de vacances dans une ville d'eaux, une femme et sa fille découvrent chacune l'amour. Un film pour rien où les élans du cœur des deux donzelles ont la légèreté de la barbe à papa.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc (Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

MALRAUX BOYCOTTÉ

Au cours de sa triste prestation chabaniste du 24 avril, André Malraux avait déclaré : « Il est possible de changer complètement les conditions de l'enseignement en remplaçant presque intégralement le livre par la télévision ». Réunis en congrès à Brest, les libraires n'ont pas apprécié : « On veut nous amener à la faillite, à la disparition au profit de la télévision. » Ils n'en sont pas restés au stade de la colère ; ils ont décidé de renvoyer à l'éditeur Gallimard tous les livres de Malraux qu'ils ont actuellement en dépôt. Et ils vont afficher sur leurs vitrines le texte suivant : « André Malraux affirmant lui-même que ses ouvrages sont inutiles et dépassés, notre librairie ne diffuse plus aucun livre de cet auteur. »

Chaban-Delmas, lui, avait renchéri sur les propositions de Malraux : « Oui je le ferai ». Quand on connaît les liens de Chaban-Delmas avec Hachette et Vidéogrammes de France, on ne doute pas qu'il pourrait, le cas échéant, trouver des moyens...

ENFANTS SANS SPECTACLE

La Compagnie Bazilier devait jouer 24 fois, au Théâtre du Gymnase de Marseille, une pièce pour enfants, « En passant par la Louisiane » de Pierre Gamarra. En France, bien que subventionnés en partie par le ministère des Affaires culturelles, les spectacles en direction de l'enfance doivent être soumis à l'approbation du ministère de l'Education nationale, qui délivre un « agrément » par le biais d'une commission rectorale. Ladite commission n'ayant pas daigné se déplacer pour voir à Saint-Denis le travail de Bazilier, « En passant par la Louisiane » est donc considéré comme « non agréé » pour la saison 1973-74. Et l'inspecteur d'académie de Marseille en a profité pour interdire aux enseignants d'emmener les enfants voir ce spectacle pendant les heures



scolaires ; en prenant prétexte d'une circulaire ministérielle qui déconseille les spectacles « non agréés ».

Dans le même temps, l'inspecteur d'académie des Yvelines (78) a demandé que chaque animation organisée dans les classes par le Théâtre de Sartrouville ou la Compagnie de la Pomme Verte (dirigée par Catherine Dasté) soit systématiquement « soumise à l'agrément ». Pour toute animation, même s'il s'agit d'un quart d'heure d'apprentissage de manipulation de marionnettes !

Autre exemple : « Juliette et le Dragon », de Jean-Claude Giraudon, a été interdit pour les scolaires, dans la banlieue de Rouen, par l'inspecteur d'académie du coin.

Il faut trouver les moyens d'empêcher de telles absurdités, de tels abus de pouvoir.

Radio

LA RÉGION DÉCROCHE

La radio régionale (498 m) deviendra-t-elle confidentielle à partir du 1er octobre ? L'essentiel des « décrochages » régionaux, dont la durée quotidienne sera augmentée (3 heures 45 au lieu de 2 heures) se fera désormais en modulation de fréquence. En effet, il a été décidé que France-Culture devait atteindre une plus grande audience, ce qui est une bonne chose. Mais ce qui en est une moins bonne, c'est qu'on lui affectera le réseau attribué jusque-là aux stations provinciales.

L'équipement en récepteurs modulation de fréquence reste très faible. Environ 12 % des équipements dans les centres urbains et 7 % en milieu rural. La réception en modulation de fréquence est défectueuse en zone montagneuse. La radio régionale deviendra donc inaudible sur toute une portion du territoire et ne sera guère accessible aux populations rurales... alors que les programmes régionaux sont quatre fois plus écoutés à la campagne qu'en ville. Un nouvel aspect de la « grande » politique régionale du Pouvoir.

R. B.

MAITRE CORNILLE

Rufus a crée une mode : le « one man show ». Dans ses sillons, beaucoup ont voulu ensemencer. Apparemment, la recette était aisée. L'anonymat qui règne autour de ces tentatives prouve qu'il n'en était rien. Les résultats le confirment : pour être Charlot, Devos ou Rufus, il faut avoir quelque chose à dire. C'est le cas de Jean-Marie Cornille.

Jean-Marie Cornille joue tous les soirs, au Cyrano-Théâtre (rue de la Roquette, Paris 11e), « Appelez-moi maître » ou le « Solo d'un obsédé textuel ». Il arrive à mobylette et repart en caleçon. Entre ces deux moments, un flot de gags et de paroles, un hachis culturel, un « plaisir du texte » à faire pâlir Roland Barthes. Un inventaire digne de Jacques Prévert et de Boris Vian. Bref, le comique éternel et renouvelé. Avec ses vieux procédés : rire de ce qui est triste, pleurer de ce qui est drôle. Avec ses novations : l'adaptation sur la scène du flash-back cinématographique...où Cornille part si vite à reculons qu'on ne sait s'il va pouvoir s'arrêter.

Au moment où Jacques Tati est obligé de vendre ses bobines pour éponger ses dettes, on est effrayé à l'idée que Jean-Marie Cornille risque de passer inaperçu. Encore une fois, c'est le problème de l'aide à la création qui est posé, valable pour tous les secteurs culturels.

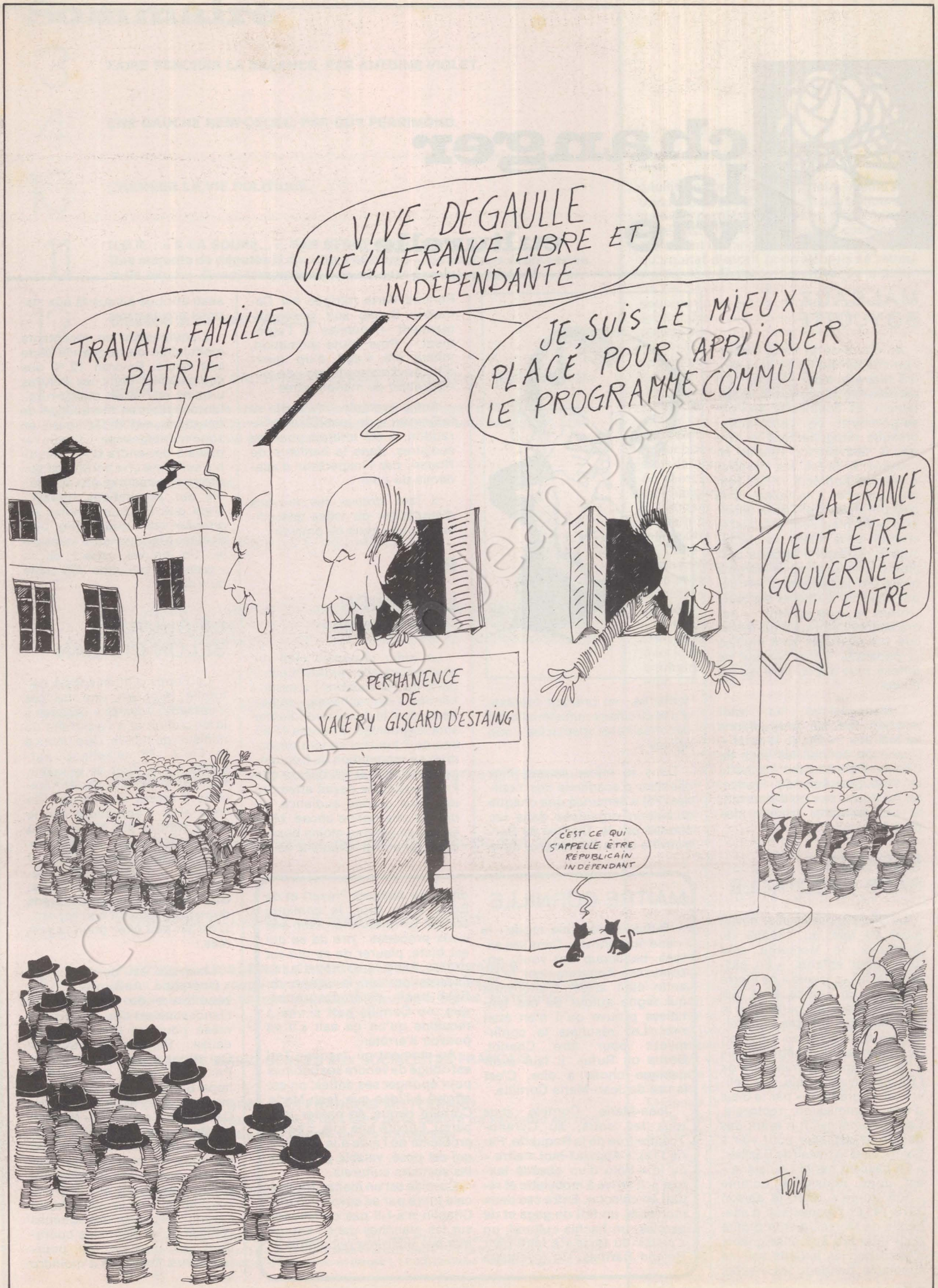
Cornille est un maître. Un jour cela finira par se savoir. Charlie Chaplin n'a-t-il pas commencé sur les planches dans l'anonymat des quartiers populaires ?

J.R.

LA CULTURE SELON CHABAN

Le Fonds d'intervention culturelle (Fic) est une de ces « cassettes royales » laissées à la discrétion et à l'arbitraire du ministre de tutelle. Que finance le Fic ? Officiellement, personne n'a le droit de le savoir, mais, dans les faits, les informations finissent par percer. On vient ainsi d'apprendre que le Fic a attribué 350 000 francs à une « Opération Auvergne » prévue pour juillet prochain. Il s'agirait « d'animer les châteaux d'Auvergne ». En réalité, Guy Béart et Georges Brassens donneront chacun huit récitals. C'est un peu cher pour 16 soirées !

Mais qui est derrière cette « Opération Auvergne » ? Le bénéficiaire de la subvention clandestine est une association créée pour les besoins de la cause : Fonctions nouvelles. Qui dirige cette association ? Philippe Bonzon. Qui est Philippe Bonzon ? Un des 30 permanents de l'équipe Chaban-Delmas ; il « conseille » le maire de Bordeaux pour les « questions culturelles et d'opinion publique. » L'exemple de l'Auvergne donne une idée encore plus précise de ce que la droite voudrait faire de la culture dans l'avenir : dépenser des sommes considérables pour des opérations de prestige...qui pourraient être financées à moindre frais.


VIVE DEGAULLE
VIVE LA FRANCE LIBRE ET INDÉPENDANTE
TRAVAIL, FAMILLE PATRIE
JE SUIS LE MIEUX PLACÉ POUR APPLIQUER LE PROGRAMME COMMUN
LA FRANCE VEUT ÊTRE GOUVERNÉE AU CENTRE
PERMANENCE DE VALERY GISCARD D'ESTAING
C'EST CE QUI S'APPELLE ÊTRE RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT
Teich